

Le rôle du père change lentement ... mais sûrement



« Les filles ont besoin de la présence du père, de mots gentils. »

PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

« J'ai l'impression d'être en train d'assister à la naissance d'un père un peu plus personnel. Tout le monde, pères, mères et enfants, a sûrement idéalisé la situation. Je ne sais donc pas s'il y a un vraiment changement en profondeur quant au rôle du père dans notre société, mais chose certaine, il y a au moins eu un changement au niveau des valeurs. Si on est effectivement en train de franchir cette première étape, c'est une excellente nouvelle. Car c'est le premier pas indispensable avant un changement réel. »

Auteur de « Père manquant, fils manqué », le psychanalyste Guy Corneau réagissait ainsi au sondage Crop-Express publié aujourd'hui par La Presse sur l'image et le rôle du père dans la famille québécoise.

Les spécialistes semblent d'ailleurs unanimes quant au message qui semble transparaître des résultats du sondage.

● Les hommes ont assimilé le discours disant qu'ils n'en font pas assez. Ce sont eux, par exemple, qui se montrent les plus sévères quand on leur demande s'ils accordent assez de place à leurs enfants (26 p. cent avouent ne pas en accorder assez contre 9 p. cent des mères et 6 p. cent des enfants). Mais cela dit, l'image présentée par le sondage est beaucoup plus positive que ce que tous les savants peuvent en dire, moi y compris, avoue le sociologue Germain Dulac. Selon nos études, la présence paternelle s'est améliorée un peu, peut-être de 10 p. cent.

● « Je trouve ça encourageant, surtout si le courant actuel continue de s'amplifier, indique Pierre Gauthier, sociologue et psychothérapeute. Mais c'est beaucoup plus positif que la réalité que je connais. Ou bien les attitudes et comportements ont considérablement changé depuis 20 ans, ou bien les réponses au questionnaire traduisent davantage les souhaits des répondants que la réalité vécue. Je suis vraiment étonné du taux de satisfaction des mères et des enfants. »

Selon les chercheurs, les pères et les mères ont eu une tendance à idéaliser la situation, à parler plus de ce qu'ils souhaiteraient vraiment, à maximiser les petits changements qui ont réellement eu lieu.

« Ce qui rend ce sondage si intéressant, c'est que, pour la première fois, on a des enfants, déclare M. Dulac. C'est d'ailleurs leur témoignage qui est le plus représentatif de la réalité. Quand le père dit qu'il est un bon père, quand la femme dit que c'est vrai, l'enfant réplique: 'Pas si bon que ça.' »

Selon les chercheurs, le bémol est particulièrement révélateur quand 46 p. cent des enfants perçoivent leur père comme pourvoyeur contre seulement 18 p. cent des pères et 24 p. cent des mères.

Un clin d'oeil intéressant qui arrache un sourire aux spécialistes: alors que les parents s'accordent pour dire que l'écoute et la discussion de problèmes viennent en tête de liste des activités pratiquées par le père avec les enfants, ceux-ci, plus francs, mettent le hola en y plaçant plutôt l'écoute de la télévision: « La, on est vraiment dans la réalité », lance M. Corneau en riant.

Le fait que le sondage se soit adressé aux mères vivant avec un conjoint explique peut-être, selon les trois hommes, le taux de satisfaction étonnant des mères envers le travail du père: « Ce qu'on semble nous dire, c'est que, lorsque les pères sont présents, ils font une assez bonne job », dit M. Dulac.

« Recherches et travaux nous font pourtant aboutir à un cri unanime des enfants: 'On n'a pas l'écoute des parents, surtout pas de notre père.' C'est ce qu'on retrouve quand le tiers des enfants (le quart des garçons et près de la moitié des filles) disent souhaiter que leur père leur consacre plus de temps, reprend M. Corneau. Mais ce qui transpire du sondage, c'est que les enfants semblent afficher de la compréhension et même de la compassion pour leurs parents. Ils souhaiteraient plus de temps mais comprennent que leurs parents ne sont peut-être pas en mesure de leur donner. »

M. Gauthier abonde dans le même sens: « Il n'y a pas d'hostilité, d'antagonisme envers les pères. A moins qu'on n'ait pas osé le montrer... »

Ces filles abandonnées

Selon lui et selon ses deux collègues, une réalité malheureuse transparaît

dans l'appréciation du temps consacré aux enfants par le père: l'abandon du père quand la fille atteint la puberté.

« C'est tragique et malheureusement trop réel, admet M. Corneau: les pères ne savent pas comment réagir, alors ils s'éloignent. Alors que la fille tente de se différencier de sa mère et s'approprie à rentrer dans le monde des hommes, elle a besoin que son père prenne le relais. Évidemment, la dernière chose dont elle a besoin, c'est d'un père incestueux, mais elle a besoin de présence, de mots gentils. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les pères incestueux ont habituellement très peu participé à l'éducation de l'enfant. Je compare souvent cela à une plante dont on aurait pris soin depuis longtemps. On ne se met pas à lui arracher les feuilles... »

« Les pères n'ont pas de tradition sur laquelle se reposer, renchérit M. Gauthier. Ils ne savent pas vraiment comment un père affectif doit agir envers sa fille. Ça reflète les relations hommes-femmes. Si on sort de la zone sexuelle-sensuelle, on n'a plus rien à se dire. Quand sa petite fille devient une femme, le père ne sait plus quoi faire. »

Cela dit, le sondage lui apparaît tout de même très positif: « On cherche de plus en plus à coller au modèle du père affectif. Ce que les générations actuelles ont actuellement à trouver, c'est comment développer ça dans le quotidien, surtout la relation du père avec ses filles. »

— M. Guy Corneau est psychanalyste, auteur du livre « Père manquant, fils manqué », ainsi qu'initiateur et président du Réseau Hommes-Québec.

— M. Germain Dulac est docteur en sociologie, chercheur à l'Institut québécois de recherche sur la culture et auteur de l'ouvrage « La paternité: les transformations sociales récentes » publié récemment par le Conseil de la Famille du Québec. Il publiera cet été le livre « Le Tourment des hommes ».

— Pierre Gauthier est docteur en sociologie, psychothérapeute et auteur du livre « Les nouvelles familles ».

Premier colloque du Réseau Hommes-Québec

Le premier colloque du Réseau Hommes-Québec fondé par le psychanalyste Guy Corneau aura lieu le week-end prochain et abordera plusieurs sujets liés à la paternité. Sur le thème « Au Cœur des hommes », plusieurs des 40 ateliers plongeront dans l'univers paternel en abordant notamment le désir de paternité, la préparation au rôle de père, le rôle du père après la séparation, les enracinements familiaux de l'identité masculine ainsi que l'expérience des hommes face aux messages du père, expérience vécue à la fois comme fils, comme père et comme homme.

Ce colloque, réservé aux hommes, se déroulera les 29 et 30 avril ainsi que le 1er mai au cégep du Vieux-Montréal. Le coût d'inscription est de 250\$ pour ceux qui ne sont pas membres du réseau. La conférence « Au Cœur des hommes » du vendredi soir ainsi que la table ronde « La petite histoire des groupes d'hommes au Québec » du samedi soir sont toutefois ouvertes au public au coût de 15 \$.

Soit dit en passant, on s'occupe actuellement à la création d'un réseau similaire pour les femmes.

APPRÉCIATION DU TEMPS CONSACRÉ AUX ENFANTS PAR LE PÈRE

SELON ENFANTS

■ Es-tu satisfait(e) du temps que ton père consacre à ses enfants ou souhaiterais-tu qu'il en consacre davantage?

	% TOUS (n: 103)	% GARÇONS (n: 57)	% FILLES (n: 46)
Satisfait(e)	64	75	52
Souhaite davantage	34	25	45
NSP/ PR	2	—	4

Infographie: La Presse

FRÉQUENCE DE PRATIQUE DE CERTAINES ACTIVITÉS DU PÈRE AVEC SES ENFANTS

SELON PÈRES

■ Diriez-vous que vous pratiquez régulièrement, occasionnellement, rarement ou jamais les activités suivantes avec votre (vos) enfant(s)?

SELON MÈRES

■ Diriez-vous que le père de vos enfants pratique régulièrement, occasionnellement, rarement ou jamais les activités suivantes avec votre (vos) enfant(s)?

SELON ENFANTS

■ Dirais-tu que ton père pratique régulièrement, occasionnellement, rarement ou jamais les activités suivantes avec ses enfants?

	% SELON PÈRES (n: 143)	% SELON MÈRES (n: 135)	% SELON ENFANTS (n: 103)
Écoute et discussion de problèmes	89,9	89,9	77,4
Regarder la télévision	79,5	81,1	79,2
Activités sportives et de plein air	78,2	72,2	61,6
Aide dans les travaux scolaires	76,4	63,0	63,3
Préparation de repas	70,7	55,6	63,9
Sorties et activités culturelles	67,3	61,6	67,0

Infographie: La Presse

PERCEPTION DE L'ATTITUDE GÉNÉRALE DU PÈRE AVEC SES ENFANTS

SELON PÈRES

■ Comment qualifieriez-vous votre attitude générale avec votre (vos) enfant(s)? Diriez-vous que vous êtes un père...

SELON MÈRES

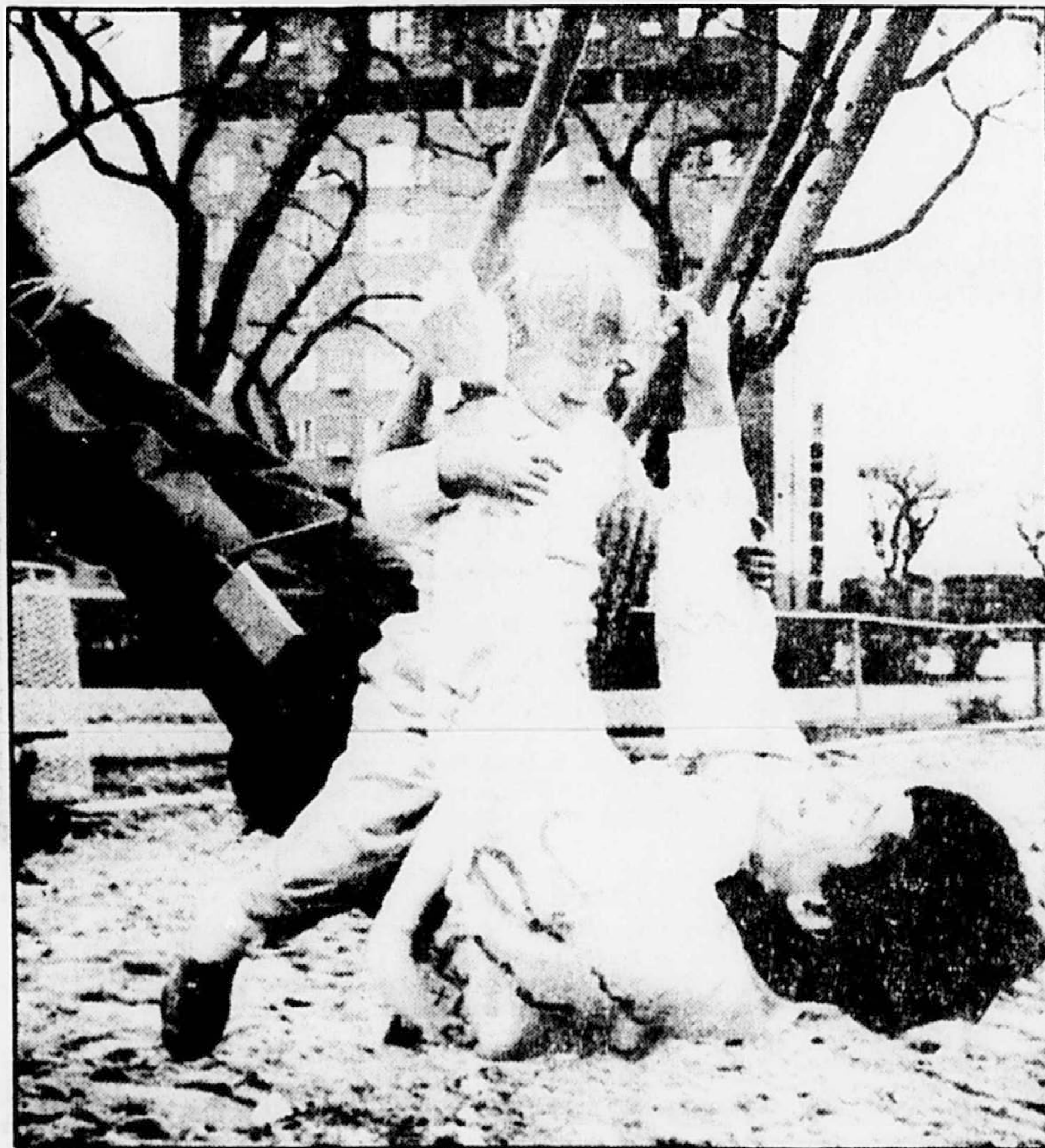
■ Comment qualifieriez-vous l'attitude générale du père avec votre (vos) enfant(s)? Diriez-vous qu'il est un père...

SELON ENFANTS

■ Comment décrirais-tu l'attitude générale de ton père? Dirais-tu qu'il est...

	% SELON PÈRES (n: 143)	% SELON MÈRES (n: 135)	% SELON ENFANTS (n: 103)
Impliqué dans l'éducation des enfants	94	85	87
Présent dans la famille	92	87	83
Près des enfants	91	92	84
Relation amicale avec les enfants	83	82	76
Acteur, agissant	80	74	69
Spectateur, passif	17	23	29
Relation d'autorité	13	14	23
Distant avec les enfants	8	6	13
Absent de la famille	7	12	14
Pas impliqué dans l'éducation des enfants	4	13	11

Infographie: La Presse



« On cherche de plus en plus à coller au modèle du père affectif. »

PHOTO CP

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Claude Masson
éditeur adjoint

Marcel Desjardins
directeur de l'information

Alain Dubuc
éditorialiste en chef

Pères, qui êtes-vous?

La paternité! Sujet tabou? Ignoré? Certainement beaucoup moins discuté, scruté, élaboré que la maternité. Que sont les pères d'aujourd'hui devenus?



Comme chaque être humain cherche à se valoriser, à idéaliser sa vie, à sublimer ses qualités et son comportement, les pères ne sont pas différents des autres: ils s'estiment, se surestiment même. C'est de l'orgueil bien ou mal placé. Depuis toujours, les pères de famille ne sont perçus que comme des pourvoyeurs, des dispensateurs, des fournisseurs de biens matériels à leurs enfants. Une image passablement conservatrice, ternie, de leur rôle au sein de la famille, traditionnelle ou éclatée.

En 1994, les pères veulent être identifiés comme des éducateurs, des amis, des personnes affectueuses et sensibles, des gens serviables à l'égard des leurs, près des bonheurs et des malheurs de leurs enfants. Est-ce le reflet de la réalité? Est-ce trop beau pour être vrai? La vérité face aux pères d'aujourd'hui se situe probablement entre le portrait idyllique qu'ils se font d'eux-mêmes et l'étiquette négative qui leur est rattachée, depuis trop longtemps.

De la qualité de la vie du couple dépend souvent l'image qui est faite du père, comme de la mère d'ailleurs, de la part du conjoint(e) et des enfants. Lorsque le climat familial est mal-

sain, le père est, la plupart du temps, pointé du doigt comme le premier responsable. Lorsque tout va bien, la mère est historiquement reconnue comme celle qui, grâce à sa médiation, réussit à arranger les choses, à panser les plaies, à créer l'ambiance propice.

La où il y aura toujours une différence énorme de perception, c'est entre les parents et leurs enfants. Le conflit de générations est éternel. Les enfants, plus particulièrement les filles, sont beaucoup plus critiques à l'endroit du rôle et du comportement de leur père envers eux. Les données fournies dans notre sondage, dont les résultats sont publiés aujourd'hui en pages A1 et B1, sont révélateurs de ces perceptions diamétralement opposées entre père, mère et enfants.

Pourquoi ressasser cette question déchirante sur la place du père, au sein de la famille, à ce moment-ci? Pourquoi forcer la discussion familiale sur ce sujet épineux et délicat, que l'on préfère éviter pour ne pas mettre «la chicane dans la cabane»? Parce que c'est l'Année internationale de la famille et que c'est justement l'occasion de questionner le rôle du père et d'analyser son évolution et son adaptation à la vie actuelle. De là l'heureuse initiative du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille, de la Fédération des CLSC du Québec, de Radio-Québec, de la maison de sondage CROP et de *La Presse* de s'associer pour aborder ouvertement le sujet de la paternité aujourd'hui.

Ce qui ressort de ce sondage omnibus est plus positif que prévu. Alors que tout porte à croire que l'esprit de famille n'existe plus, que les déchirements entre parents et enfants sont monnaie courante, que le respect des uns et des autres est une valeur passiste, le rapprochement entre pères, mères, fils et filles semble s'accroître par rapport aux études antérieures sur le phénomène familial.

Il y a beaucoup moins d'hostilité, d'antagonisme envers les pères que ce que laisse croire l'opinion généralement répandue. Le père est, aujourd'hui, plus étroitement lié à la vie de la famille. Le rapport père-enfants a heureusement progressé. Il y a là un signe prometteur dans la reconstruction des valeurs d'une société, sans toutefois en exagérer l'importance. Il y aura toujours place à une grande amélioration. De toute évidence, le père n'a pas encore réussi à obtenir totalement ses lettres de noblesse. Il n'y aura jamais unanimité quant à la place que doit occuper un père ou une mère auprès de leurs enfants. Chaque cellule familiale est un cas d'espèce. Une entité propre. Les solutions ne sont pas universelles.

Mais, quel que soit leur rang social ou économique, leur degré d'éducation, leur métier ou profession, leur ascendant sur leurs enfants, les pères doivent apprendre que l'amour des siens ne s'achète pas.

CLAUDE MASSON

Jeunesse au volant

La publicité ne fait pas de miracles. L'an dernier, la Société d'assurance automobile a misé sur des images choc pour tenter de ramener les jeunes conducteurs à la prudence.



Le résultat a été nul. Selon le dernier bilan, les accidents mortels, chez les jeunes de moins de 20 ans, ont grimpé de 50%, en 1993. Même si ce bond spectaculaire relève, en partie du moins, d'une simple variation épisodique, il n'en démontre pas moins que les messages bien pensants ont des limites. Et que, pour réduire les risques de la jeunesse au volant, il faut penser à d'autres moyens.

Lesquels? Le gouvernement ontarien vient de déployer une véritable armada pour protéger les jeunes conducteurs contre leur propre inexpérience. Le droit de circuler dans le trafic est octroyé par étapes. Dans un premier temps, tout nouveau détenteur de permis doit éviter les autoroutes, respecter un couvre-feu et se faire accompagner par un chaperon plus expérimenté. Ce n'est qu'au bout d'une période allant de 20 à 24 mois que l'automobiliste obtient ses pleins droits.

La méthode a des côtés «Big Brother». D'autant plus qu'elle ne vise pas seulement les jeunes, mais tout nouveau conducteur, y compris la vieille dame qui décide de prendre son permis pour aller toute seule chez Provigo. Ce serait un peu ridicule de l'obliger à compter sur un conducteur de quatre ans d'expérience pour chaque déplacement. Cette réserve étant faite, ce genre d'étapisme routier a du bon. En Nouvelle-Zélande, par exemple, où les jeunes conducteurs doivent rouler sous les 90 km à l'heure, le nombre d'accidents graves causés par les juniors du volant a chuté de 25%, en deux ans.

Au Québec, les jeunes de 16 à 24 ans représentent 13% de tous les détenteurs de permis, mais sont impliqués dans près du quart de tous les accidents de la route et commettent plus de la moitié des excès de vitesse graves, principale cause d'accidents. Ces chiffres sont assez éloquentes pour que l'on passe à l'attaque. Pas juste à la télé, mais là où les accidents surviennent: sur la route. Sans aller jusqu'au paternalisme excessif de l'Ontario, le Québec pourrait s'inspirer de l'idée du permis de conduire progressif. Ou, à tout le moins, repousser d'un an ou deux l'âge requis pour obtenir son premier permis de conduire. Deux années de plus en rollerblades, ce n'est pas la fin du monde... et c'est bien meilleur pour la santé.

AGNÈS GRUDA

Rien ne va plus

Le Casino de Montréal a été mis sur la sellette, ces jours-ci, à la suite de divers incidents pour le moins fâcheux.



Tout d'abord, il y a eu l'affaire du jeu de Keno, déjoué par l'informaticien Daniel Coriveau. Un doute subsiste encore autour de son exploit. Pourtant, son explication est simple. Après avoir étudié minutieusement le fonctionnement du jeu de hasard, il a découvert une faille ou, plus simplement dit, une façon de gagner. Ce qu'il a fait. Le résultat: 600 000 \$ de gains. Argent qu'il n'a toujours pas. L'enquête se poursuit. A-t-on trafiqué la machine? Simple erreur humaine?

M. Coriveau a pourtant bel et bien gagné, ce qui est le but de l'exercice, que pratiquent par milliers et quotidiennement les visiteurs du Casino. Et le joueur astucieux a expliqué en long et en large, à tous les médias, comment il avait fait. Peut-on demander à quiconque plus de transparence?

Simultanément, on apprend que des employés du secteur de la restauration auraient été congédiés parce qu'ils refusaient de verser une partie de leurs pourboires à des cadres.

Et, simultanément toujours, la rumeur publique répand l'information que des bonzes de la pègre montréalaise occupent d'office certaines tables de jeux, se faisant même offrir par la direction du Casino repas et grands vins «sur le bras» au très cher et luxueux restaurant Nuance du Casino. Plus encore, une figure bien connue du monde interlope a été jusqu'à secouer très violemment un client du Casino.

Deux poids, deux mesures? Un brave citoyen gagne. On doute. Des citoyens douteux dépensent largement. On les chouchoute.

Question: est-ce ce genre de clientèle que veut privilégier la direction du Casino aux dépens de joueurs ordinaires? Sûrement pas. Avant l'ouverture du Casino, il a beaucoup été question de sécurité et d'honnêteté dans sa gestion et son fonctionnement. L'incident du Keno, probablement dû à une erreur humaine, est une chose. Mais la fréquentation fidèle et encouragée de membres reconnus de la mafia en est une autre. Mais de cela, on parle peu. On pourrait croire que les infiltrations douteuses anticipées par de nombreux observateurs commentent à se manifester. Incidents de parcours ou le révélateur d'un laxisme qui commence à poindre?

Le Casino est jeune. Il profite encore de l'engouement populaire. Il est encore temps pour ses gestionnaires de procéder à une auto-critique et d'appliquer les correctifs nécessaires, s'il y a lieu. Il en va de la crédibilité du Casino. Tant à Montréal qu'à l'étranger.

CLAUDETTE TOUGAS



Une scientifique victime de son sexe, de la malice et de l'irresponsabilité

MARCEL ADAM

Un tragique événement, survenu dans la nuit du 10 au 11 avril, dans le milieu scientifique montréalais, me semble plus significatif que la plupart des faits divers politiques, qui ont généralement retenu l'attention depuis.



Outre de mettre en cause la responsabilité journalistique, il illustre cruellement la difficulté pour une femme de s'imposer dans un domaine traditionnellement dominé par les hommes et où prévaut la loi de la jungle.

Le Dr Justine Saade-Sergent, 44 ans, professeure de neurologie et de neurochirurgie, à l'Institut neurologique de l'Université McGill, et son époux Yves, psychologue, 46 ans, ont mis fin à leurs jours ensemble, il y a deux semaines, au domicile conjugal.

Une lettre trouvée sur les lieux et les circonstances qui ont précédé son décès, indiquent que la neuropsychologue ne pouvait plus supporter les ennuis que certains travaux lui ont causés, depuis près de deux ans. Elle craignait que sa réputation et son travail soient irrémédiablement affectés par l'importance de la dépression qu'elle avait connue, ce qu'elle appelait une simple «dispute technique».

Le Dr Sergent avait obtenu du comité de déontologie de l'uni-

versité l'autorisation (indispensable dans toute expérience sur l'être humain) d'utiliser une technique bien établie en neurobiologie, dans ses travaux visant à découvrir comment le cerveau parvient à reconnaître les visages humains.

Mais dans un travail ultérieur sur la partie du cerveau mise en jeu par la lecture de la musique, elle n'avait pas sollicité d'autorisation. S'agissant de la même procédure, à la différence que les sujets devaient cette fois réagir à des notes de musique plutôt qu'à des visages, elle croyait que cette recherche entrerait dans les limites de l'autorisation déjà obtenue.

La direction de McGill ne l'entendait pas ainsi et la réprimanda pour inconduite académique. Ce blâme étant à ses yeux injustifié, elle avait demandé et obtenu que l'université charge un comité scientifique indépendant de vérifier ses travaux, afin que ne subsiste aucune équivoque. Car son travail avait été fait selon l'éthique et les règles de l'art, la validité des données recueillies n'avait pas été mise en doute, ni la sécurité des sujets mise en cause.

Ce que confirmaient, ces jours-ci, le doyen de la faculté de médecine et le directeur de l'Institut: rien dans les faits réunis n'indiquait une fraude scientifique, une violation du processus de recherche ou une menace au bien-être des sujets.

Cette réprimande d'ordre disciplinaire et non scientifique, la plus douce des sanctions prévues au sein de l'institution, de-

vant demeurer confidentielle, les deux patrons précités déplorent la publication d'accusations anonymes susceptibles de compromettre une carrière.

Il n'est pas indifférent que cette tragédie soit survenue une douzaine de jours après que le quotidien *The Gazette* eût fait d'un malentendu protocolaire sans conséquence scientifique une grosse histoire, sur la foi d'une lettre circulaire anonyme provenant d'un soi-disant «membre de la communauté académique montréalaise».

Mais cette malfaisante délation et sa large diffusion par un grand journal, ont fait d'un qui-proquo mineur un scandale public, et acculé au désespoir une savante de renom après avoir estropié gravement sa crédibilité scientifique.

Cette semaine, quatorze neuropsychologues et médecins de Montréal rendaient hommage dans ce journal à cette femme en qui ils voyaient «une des figures dominantes de la communauté scientifique internationale». Ils se disaient révoltés que certains puissent publier des allégations par lettre anonyme, et inquiets qu'un journal ait accepté d'y faire écho.

Il est bien difficile, en effet, d'invoquer l'intérêt public pour justifier la publication d'un incident mineur d'ordre interne, mettant en cause la réputation d'une savante internationalement respectée. Cela, pendant le déroulement de l'enquête réclamée par cette personne, et à l'instigation d'un correspondant anonyme, par-dessus le marché.

Le Dr Peter T. Fox, professeur et directeur de recherche à l'Université du Texas, qui a vu travailler le Dr Sergent à l'Institut neurologique et voyait en elle une sommité scientifique, s'interrogeait cette semaine dans les pages de notre confrère sur les raisons profondes qui l'ont déterminée à mettre fin à ses jours. Cela, au risque d'accréditer les allégations courantes sur son compte et alors qu'elle était pressentie pour accéder au plus haut échelon de l'échelle académique comme professeur dans l'une des plus importantes institutions au monde.

Une accusation isolée, même grave, n'étant pas une raison pour se suicider, il fait l'hypothèse que, dans ce monde académique où la compétition est vive et extrêmement stressante, le succès est déterminé par un processus darwinien où seuls les plus forts survivent. Dans ce contexte, faire partie de la majorité constitue un net avantage.

Or, il arrive que le succès des femmes est inhabituel dans ce milieu comme il l'est encore dans beaucoup d'autres. La spécialité du Dr Sergent, la neuropsychologie, demeurant au surplus une chasse-gardée masculine, sa réussite dans cette discipline constituait une anomalie qui ne pouvait que rendre sa situation encore plus incertaine et stressante.

Samedi dernier, j'ai fait par anticipation un député du vice-président du PQ, Bernard Landry. Dois-je m'en excuser?

Opinions

«Anthropologues de tous les pays, unissez-vous...»

PIERRE TRUDEL

L'auteur est anthropologue et enseigne au Collège du Vieux-Montréal.

À l'occasion d'un déjeuner-causette de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, le Protecteur du citoyen qualifia de «véritable propagande haineuse» certains éditoriaux sur les autochtones.

Répliquant dans un éditorial, Alain Dubuc invite le Protecteur du citoyen à faire preuve de «sens de la mesure». Quelques lignes plus loin, il écrit qu'il lui a fallu du courage pour ne pas s'incliner devant la dictature des anthropologues! Décidément, pour le sens de la mesure, M. Dubuc n'a de leçon à donner à personne.

Sans aucun doute, nous serions en présence d'un véritable pouvoir despotique; deux anthropologues (dont moi-même), malgré leurs tâches respectives, interviennent parfois dans les médias. Ne sous-estimons pas, également, le fait que les anthropologues ont un allié de taille, et ce malgré lui. À l'enquête du coroner sur la mort du caporal Lemay, l'avocat des officiers de la Sûreté du Québec a accusé le coroner Gilbert de s'adonner à une enquête «sooociale». Après qu'on ait caricaturé de la sorte le caractère social de l'enquête, le lendemain à l'émission *Le point*, le relationniste de la Sûreté du Québec monta l'accusation d'un cran. Il dénonça le fait que le coroner Gilbert effectuait carrément une enquête anthropologique!

C'est bien connu, les anthropologues disent des choses étranges. Nous descendrions du singe et même nos pires ennemis auraient une culture. Les anthropologues vont même jusqu'à dire les choses à l'envers. «Le problème mohawk», titre d'un éditorial d'Alain Dubuc, reformulé par la dictature, deviendrait «Le problème des rapports entre Mohawks et Québécois».

Rappelons que des anthropologues sont allés jusqu'à nous imposer de nouveaux manuels scolaires, preuve infaillible de l'existence de la dictature. Sylvie Vincent et Bernard Arcand ont suscité tout un débat entre anthropologues et historiens, au début des années 1980, en publiant *L'image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec*. Les auteurs ont vérifié si un public captif, soit nos enfants à l'école, pouvaient développer des préjugés à la lecture des manuels scolaires. Vincent et Arcand concluaient par l'affirmative. Ils ne visaient pas à rétablir les faits ou à reprocher aux auteurs de manuels scolaires de ne pas avoir tout dit sur les Amérindiens, mais démontraient que le choix des «caractéristiques principales» attribuées aux autochtones contribuait à entretenir des préjugés dans la population québécoise.

Des historiens se défendirent en affirmant qu'ils traitaient strictement des faits historiques. Pourtant, Vincent et Arcand expliquaient clairement la «stratégie» utilisée afin d'imprimer des préjugés dans l'inconscient de nos enfants. Les manuels scolaires associaient les Indiens à la nature - autrement dit à l'absence de lois sociales - plutôt qu'à la culture, et ce par l'emploi d'un vocabulaire approprié. L'utilisation répétée du terme «massacre» constituait un élément de cette stratégie, peut-être inconsciente de la part des rédacteurs de manuels scolaires.

Et surtout, ces derniers avaient tendance à ne pas expliquer les véritables motifs des conflits et des guerres de l'époque coloniale. On suggérerait aux lecteurs des manuels scolaires que la tradition indienne, des motifs futilles, ou encore la cruauté naturelle des Indiens, étaient à l'origine de ces conflits.

Quatre ans après la crise d'Oka, un journaliste de *Hour* (Vol. 2, no. 8, 1994), hebdomadaire montréalais, s'adonnait à un exercice comparable à la démarche des auteurs de *L'image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec* en calculant le nombre de textes portant sur les Mohawks dans les principaux quotidiens du Québec, durant l'année 1993, ainsi qu'en identifiant les thèmes traités. Il y en avait deux cents quarante-neuf dans *La Presse* et deux cents quarante-sept dans *The Gazette*. Dans *La Presse*, 149 traitaient de l'enquête du coroner sur la mort du caporal Lemay, 80 des armes, 70 de la contrebande de cigarettes, 67 de la criminalité, 36 des Guerriers, 24 des taxes, 23 des casinos ou des bingos, 12 des comptes non-payés d'électricité. Le journaliste Peter Wheeland a répertorié, dans *La Presse*, deux textes portant sur la culture mohawk et 5 sur l'histoire. En général, *The Gazette* choisissait moins souvent le thème de la criminalité et davantage celui de la culture et de l'histoire; 24 textes pour chacun des deux thèmes. Il n'est pas étonnant de constater, par ailleurs, que, selon un sondage publié dans *La Presse* du 11 mars 1994, la majorité des Québécois francophones pensent que l'on devrait couper dans les fonds transférés aux autochtones, tout en croyant que leur niveau de vie est supérieur au leur. La majorité des répondants anglophones pensaient le contraire. Selon le journaliste Peter Wheeland, un texte du journal *La Presse* sur 249 traitait de la pauvreté chez les Mohawks.

Si on se fie à l'importance relative des thèmes traités par nos quotidiens et qui donnent aux Mohawks d'aujourd'hui leurs «caractéristiques principales», le lecteur peut-il aisément, encore une fois, identifier clairement les véritables motifs de ces nouvelles «guerres indiennes»? Étrange question d'anthropologue, n'est-ce pas?

Les anthropologues disent encore des choses étranges lorsqu'ils prétendent qu'il est préférable de ne pas trop insulter les gens si l'on veut négocier avec eux afin de «répartir à zéro» dans nos rapports. «Leadership mohawk médiocre», «traditionalisme aberrant», «recours fantaisiste à la tradition», «cas pathétiques de traditionalisme», «dégénérescence des communautés mohawks», «institutions souvent dégénérées», «barbarie», «tribus» plutôt que nation. Tout cela s'oppose, selon un éditorial récent d'Alain Dubuc, à : «valeurs universelles», «processus démocratique», «valeurs occidentales», «humanité», «maîtres» plutôt que chef, «société de droit».

Depuis au moins dix ans, chez les Mohawks, «traditionalisme» équivaut à «nationalisme»! Allen Gabriel, qui critique les Guerriers et leurs alliés, est traditionaliste! (Il m'a accordé une longue entrevue, parue dans le dernier numéro d'une revue d'anthropologues *Recherches amérindiennes aux Québec* qui, curieusement, publie divers points de vue.)

On peut toujours proposer l'emprisonnement de Jacques Parizeau, comme l'a écrit une columnist du *Financial Post*, pétiéner le drapeau du Québec, associer le nationalisme québécois au nazisme, ça n'aide sûrement pas le dialogue avec les Québécois. Et c'est ce qui s'est produit, à l'occasion des trois éditoriaux d'Alain Dubuc; malgré le fait qu'il a soulevé d'importantes questions de fond, le vocabulaire employé manque de «sens de la mesure» et insulte carrément les Mohawks. Voici ce que déclarait René Levesque lors d'une rencontre historique avec les Amérindiens :

«... parce qu'on ne se connaît pas, on ne peut pas savoir ce qu'on doit respecter dans l'identité de l'autre. On ne peut pas savoir ce qu'on doit respecter dans ses aspirations, ses idées, on ne le connaît pas. Pas moyen de bâtir quoi que ce soit dans l'ignorance.»

En 1994, le manuel scolaire de mon fils de neuf ans est tout à fait correct quant à l'image de l'Amérindien. Dictature des anthropologues oblige.

Faudra-t-il quatorze ans pour voir nos médias se doter d'un peu de «sens de la mesure» dans la formulation du problème des rapports entre Mohawks et Québécois, et dans l'attribution des «caractéristiques principales» aux Mohawks?

Réplique

■ Votre lettre illustre à merveille pourquoi j'ai parlé de dictature des anthropologues.

Votre façon de faire la leçon, de me prendre pour un imbécile, de m'accuser d'ignorance, vos techniques, qui vont de l'insulte à l'amalgame en passant par la déformation de ce que j'ai écrit, font partie de l'arsenal des intellectuels totalitaires.

Je n'avais pas besoin de votre lettre pour reconnaître la contribution importante des anthropologues, ou pour me réjouir du fait que, grâce à eux, nos livres scolaires se soient affranchis de l'image odieuse des Indiens de notre enfance. Mais si votre science est essentielle, elle a ses limites et ne nous est pas d'un grand secours pour résoudre une situation de crise qui ne se résoud pas.

Je vais prendre un seul exemple. Vous me reprochez mes propos sévères envers le leadership mohawk, que je qualifie de médiocre. Je suis sûr que vous savez encore mieux que moi à quel point cette faiblesse du leadership est dramatique pour la vie communautaire des Mohawks et pour le développement des relations avec la société qui les entoure.

La différence entre l'anthropologue et l'éditorialiste, c'est que je le dis et que vous, qui savez, ne le dites pas.

Je suis prêt à comprendre que vos hésitations s'expliquent par votre crainte de compromettre le rapprochement et de blesser les Mohawks. Mais je trouve aussi que votre silence n'aide pas à la résolution des crises parce qu'en bout de ligne, il équivaut à une forme de complaisance, qui permet à une situation de pourrissement de se prolonger.

En tant qu'éditorialiste, plus porté vers les dossiers politiques, j'estime que la résolution des crises ne se fait pas seulement en lançant des fleurs, mais aussi par le débat et l'établissement de rapports de force.

Je ne nie pas votre rôle. Mais, dans une société démocratique qui cherche des solutions, vous devez accepter le mien.

Et tant que la réaction de gens comme vous à la modeste contribution de gens comme moi se résumera à des dénunciations primaires, qui ressemblent à des rappels à l'ordre, je continuerai à parler de dictature des anthropologues.

Alain DUBUC

Ce que je pense des sondages? Je trouve ça Léger... Léger!

ALAIN STANKE

L'auteur est écrivain et éditeur.

Je suis un surinformé. À force de vouloir savoir tout sur tout, j'ai fini par ne plus rien savoir sur rien. Pire: mon cerveau encombré de fadaïses, d'informations inutiles, d'études de marché superfétatoires, de statistiques invérifiables et de sondages démentis par des faits (quand ce n'est pas par d'autres sondages) n'arrive plus à distinguer l'important de l'accessoire, le signifiant de l'inutile et l'essentiel de l'interstitiel. Je souffre de «sondagite» aiguë et de «statisticose».

À force de me faire bassiner par les enquêtes les plus farfelues, je me comporte comme un ordinateur. Je suis totalement dénué de sens critique. Je fonctionne désormais par associations de chiffres ou d'opinions des autres. Pourquoi penserais-je, d'ailleurs, puisque, désormais, tout le monde pense pour moi?

Je crains d'exprimer mes opinions de peur de passer pour quelqu'un qui ne pense pas comme la majorité. Car, de nos jours, pour savoir si une opinion est valable, elle doit d'abord être plongée dans la population. Pour qu'on la considère bonne, elle doit obligatoirement s'accorder avec un certain pourcentage d'opinions exprimées par d'autres. Si elle flotte au-dessus de la ligne des 50 %, c'est qu'elle est un peu bonne, très bonne ou totalement bonne.

Après un sondage, nul besoin de démontrer.

Faudrait pas croire que je suis contre les sondages. Non! Les impôts non plus, je ne suis pas contre. C'est l'usage qu'on en fait qui me dérange.

Ils pensent donc je suis

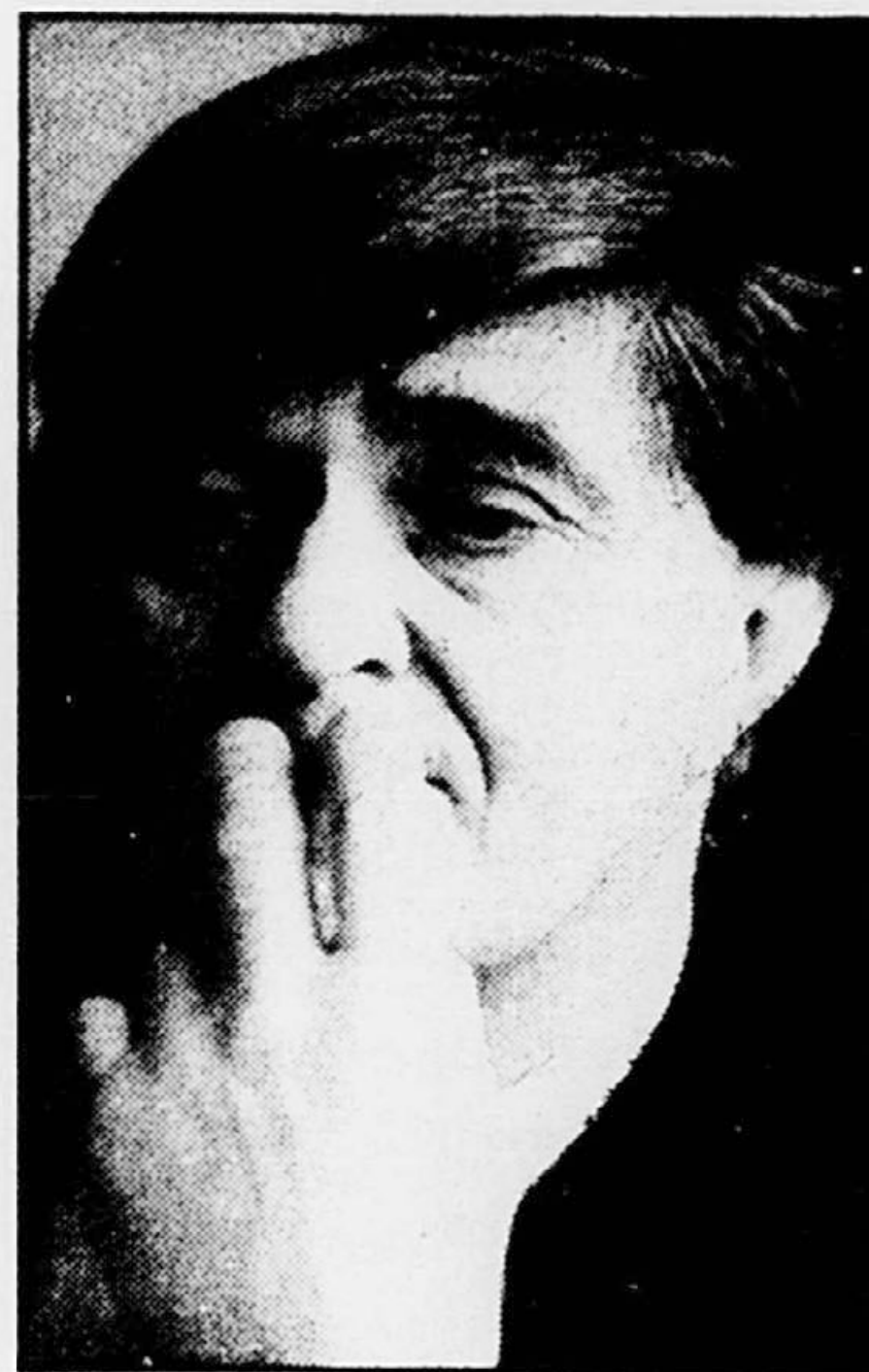
Un sondage scientifique, c'est exactement comme un thermomètre que l'on enfonce dans le... fondement de la société pour prendre la température du chômage, des finances, de l'éducation, de la religion, de la politique et de n'importe quoi. C'est sans doute pour cela que nous trouvons tout à fait normal que l'on prenne régulièrement, comme on le fait à l'hôpital, la température des malades que nous sommes... pour les malades qui nous gouvernent.

Le lendemain de la défaite des libéraux, aux élections partielles du comté de Bonaventure, le mois dernier, un sondage nous a appris que les Québécois plaçaient le Parti libéral en première place (48 % des intentions de vote) contre le Parti québécois (45 %). Si vous êtes libéral, il ne vous restait plus qu'à tourner la page sur la cuisante défaite et à applaudir la remontée des vôtres. («Un résultat qui devrait raviver le moral des troupes libérales», titrait *La Presse*.)

Un sondage chassant l'autre, quelques jours plus tard, un nouveau sondage nous apprenait que, si nous avions eu des élections entre les 18 et 22 mars derniers, 48 % des votes seraient allés au Parti québécois et 42 % au Parti libéral.

De deux choses l'une: soit les gens sondés disent n'importe quoi, ou ils changent d'avis comme ils changent de chaussettes. D'ailleurs, ces mêmes sondés, d'une logique à toute épreuve, ont fait savoir qu'ils préféreraient Johnson (44 %) à Parizeau (29 %). Surtout que, par la même occasion, 1 personne sur 4, parmi celles dont le cœur penche pour le Parti québécois et qui voudraient Johnson pour prochain premier ministre, ont dit qu'elles n'étaient pas favorables à la souveraineté du Québec. On n'invente pas des opinions pareilles...

En somme, s'il faut se fier au sondage, l'idéal pour ces sondés serait,



Alain Stanke

qu'aux prochaines élections, le Parti québécois soit élu avec Daniel Johnson à sa tête et, qu'une fois la victoire consommée, nous abandonnions toute idée de souveraineté.

On nous affirme, pour nous rassurer, que ce genre de sondages n'a qu'une marge d'erreur de 3 %. Ça change quoi, au fond? Même si un million de personnes disent une bêtise, ça reste une bêtise! Quand bien même elles seraient deux millions à exprimer la même, ça resterait une bêtise. Le nombre d'opinions stupides exprimées ne diminue pas l'oligophrenie.

Et dire, après ça, que les sondeurs voudraient que leur technique soit considérée comme notre nouvel humanisme d'inspiration scientifique. Le sondage serait censé, selon eux, nous servir d'instrument d'aide à la décision. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais, pour ma part, j'ai beau ingurgiter, digérer, déglutir les résultats de ce genre d'enquêtes à mesure qu'on me les impose, plutôt que de m'aider dans mes décisions, ils créent en moi un colossal embrouillamini.

Ils pensent donc je suis

Ces jours derniers, Angus Reid-Crop-Crarr-Som-Sondagem-Gallup-Impact Recherche-Léger et Léger-Mallette Maheu-Ilop et compagnie m'ont appris un certain nombre de résultats de sondages que j'aimerais vous faire partager pour le cas où ils vous auraient échappé. Tous ces sondages (que je trouve plutôt légers, légers) soulèvent en moi plus de questions qu'ils ne me donnent de réponses aux questions que je pourrais me poser.

— Vivre en couple demeure le mode de vie préféré des Québécois. (On ne peut pas dire que, sur ce point, nous formions une société bien distincte!)

— 20 % de Québécois se disent insatisfaits de leur vie sexuelle contre 28 % de Québécoises. (S'agit-il des mêmes partenaires? Les femmes seraient alors plus justifiées que les hommes d'aller voir ailleurs?)

— 39 % des femmes estiment que leur infidélité a été un élément important dans leur rupture. (Leur infidélité à elles ou celle de leur(s) homme(s)?)

— La famille reste la cellule de base de la société québécoise. (Je parie que vous ne l'auriez jamais cru!)

— Les personnes seules représentent 21,7 % des «ménages québécois seuls». (Il ne doit pas y avoir beaucoup de scènes de... ménage dans ces ménages-là!)

— Les maisons des autochtones ont besoin de 40 % de plus de réparations que celles des Blancs. (Les maisons ré-

cupérées à Oka font-elles partie du sondage?)

— Plus de 30 % des autochtones disent souffrir d'une incapacité physique. L'étude a été faite auprès de 33 230 personnes au Québec représentant 63 % des gens ayant déclaré appartenir à un groupe autochtone. (Si vous avez saisi ce que ça prouve, téléphonez-moi!)

— 15 % des Québécois ont déjà consulté un psychologue; 36 % voudraient le faire et ceux qui l'ont fait sont satisfaits. (Et parmi l'autre 85 %, combien y a-t-il de satisfaits de n'avoir jamais consulté? Moi, je veux savoir!)

— Une démarche thérapeutique complète demande généralement plus de 25 rencontres chez le psychologue. Quoique 46,6 % estiment qu'une démarche complète dure en moyenne moins de 26 rencontres. (Et pas 25,6 rencontres, comme vous seriez peut-être portés à croire!)

— Depuis 1970, l'enseignement de l'anglais est en chute libre au Québec. (Est-ce plus déplorable que l'enseignement du français?)

— Près de 75 % des Canadiens sont favorables à l'euthanasie. (Pour eux ou pour les autres?)

— 87 % d'entre nous ne savons pas qui est Boutros Boutros-Ghali. (Et le nom de notre gouverneur général, il s'appelle comment, au fait?)

— En France, 36 % des gens sont favorables à la censure, contre 38 % en Grande-Bretagne et 52 % en Italie, où on est particulièrement opposé à celle qui vise la pornographie. Pour accompagner ce savant sondage, on nous a dit qu'un certain Renato Pachetti, journaliste de son état, a déclaré aux sondeurs: «Le sexe est devenu tellement naturel chez nous que nous sommes fiers de dire que nous en voulons davantage.» (Voulait-il dire plus de sexe ou plus de censure?)

— Une Québécoise risque 9 fois plus d'être tuée par son mari que par un étranger. (Est-ce pour cela que les femmes préfèrent ne pas se marier?)

— Au Canada, de plus en plus de jeunes chrétiens fiers de leur virginité veulent annoncer aux autres jeunes «la bonne nouvelle de la chasteté». Grâce à L'Alliance canadienne pour la chasteté et à sa campagne «L'amour vrai sait attendre», on vise à atteindre au moins 500 000 jeunes et à les convaincre de rester vierges jusqu'au mariage. (Comment vont-ils s'y prendre?)

— Suivant les préceptes du Pape, les membres de la Conférence des évêques du Canada continuent à mettre le condom à l'index. (Quelqu'un pourrait-il leur expliquer que pour être efficace ce n'est pas exactement là que ça se met, un condom...)

Toutes ces questions en soulèvent une autre: pourquoi ne me sonde-t-on jamais, moi? Pourquoi les sondeurs ne s'intéressent-ils jamais à mes états d'âme? Pourquoi moi, on ne me sonde jamais? Pourquoi suis-je toujours tenu à l'écart des consultations? Ne serais-je pas assez représentatif à leurs yeux? Ou serait-ce une pure question de hasard? Ce même hasard qui m'a toujours évité d'être appelé à siéger à titre de juré à un procès ou de me retrouver sur la liste des gagnants de la 6/49. Sacré hasard!

En attendant la réponse à mes interrogations, je continuerai à vider mon cerveau deux fois la semaine, en même temps que ma boîte à ordures. Et je suivrai le conseil de Rainer Maria Rilke qui disait: «Ne vivez pour l'instant que vos questions. Peut-être, simplement en les vivant, finirez-vous par entrer insensiblement un jour dans les réponses.»

Plaise à Dieu que ce ne soient pas des réponses fournies par les sondages.

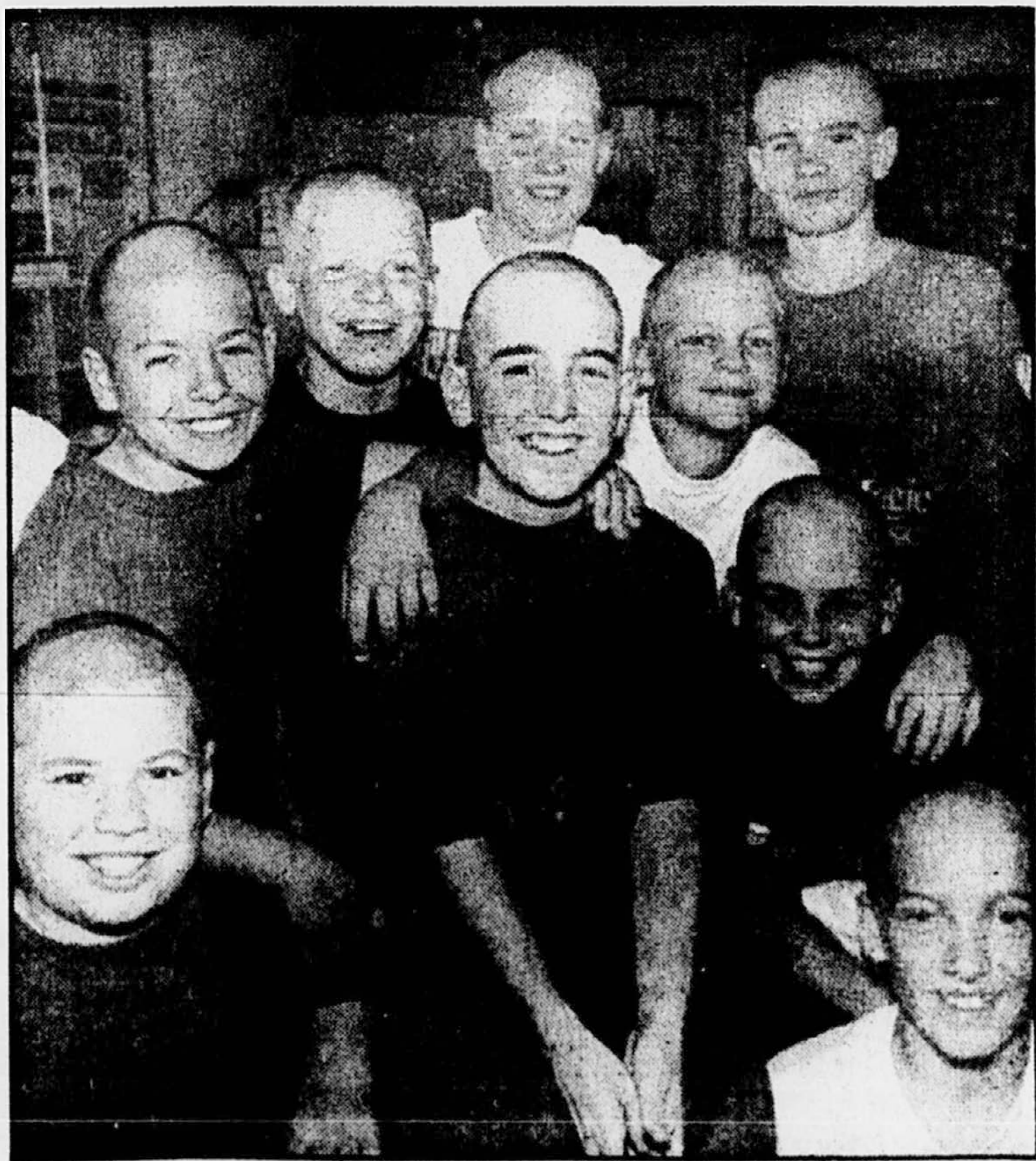
Doux reproches

PAULETTE ARSENAULT

L'article ci-joint aurait mérité d'être en première page de votre quotidien et non en page 20 (*La Presse*, 19 mars 1994). Il démontre que l'amitié, la chaleur humaine et la compassion entre êtres humains existent encore sur cette planète.

Au lieu de ce touchant témoignage, vous avez cru bon de nous déprimer davantage avec la fermeture chez Hyundai (encore une autre!), la fraude de Nathalie Simard, un médecin impliqué dans une frauduleuse affaire de cancer du sein, le pauvre Gerald Godin et un bain de sang possible, lors des prochaines élections, en Afrique du Sud. En tout, cinq mauvaises nouvelles et toutes en première page. De quoi déprimer même un jovialiste!

Vous, à *La Presse*, tout comme à Radio-Canada, institutions que je respectais, vous êtes maintenant rendus à vous abaisser à un type de journalisme parfois digne du *National Enquirer*. Quand allez-vous comprendre que des milliers de lecteurs s'attendent à d'autres choses des journalistes dignes de ce nom que de nous montrer les fonds de poubelle de l'humanité, à tous les jours? Vous savez, tout le monde raffole également d'histoires vraies comme celle de ces merveilleux «petits chauves».



L'éducation reste un luxe en milieu rural

Les 243 élèves de l'école secondaire Iterele-Zengele peuvent remercier Charles Nwaila. Sans lui, la plupart d'entre eux auraient déjà rejoint leurs parents au sein de la main-d'œuvre agricole de l'est de la province du Transvaal.

Car l'éducation secondaire est encore un luxe pour les Noirs qui vivent et travaillent sur les grandes fermes blanches d'Afrique du Sud. Quand les parents n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants étudier dans les townships du pays, ils doivent se résigner à les voir abandonner l'école après le primaire.

Plus d'un million et demi d'enfants noirs vivent sur des terres exploitées par des fermiers blancs en Afrique du Sud. Un tiers d'entre eux seulement passent à l'école secondaire, selon le Rural Education Forum, un organisme de Johannesburg. Les autres sont condamnés à travailler pour des salaires de famine, à vivre dans des maisons sans eau courante et sans électricité, comme leurs parents, comme leurs grands-parents.

Une situation inacceptable, selon Charles Nwaila, dont les efforts acharnés ont mené à l'ouverture de l'école Iterele-Zengele, il y a trois mois. Nous ne pouvons accepter la perspective d'une autre génération perdue, dit-il. Il est scandaleux que des enfants soient obligés de se contenter d'une formation primaire parce que l'école secondaire la plus proche est située à 50 km de leur demeure.

L'accès à l'éducation n'est qu'un des nombreux défis que le prochain gouvernement sud-africain devra relever en milieu rural. Ici comme ailleurs, le lourd héritage de l'apartheid compliquera sa tâche.

Une affaire privée

Sur les terres agricoles exploitées par des Blancs, l'éducation est encore une affaire privée. En vertu de la loi, il revient aux fermiers d'assurer une formation élémentaire aux enfants de leurs employés. Ils sont responsables de la construction de leur école — pour laquelle ils reçoivent une subvention gouvernementale généreuse —, de l'embauche des enseignants et du contrôle de la qualité de l'enseignement.

Le résultat est rarement positif, affirme Phillip Maisa, du Rural Education Forum: «Souvent, les fermiers se moquent de ce qui se passe dans leur école. Les enseignants qu'ils embauchent sont sous-qualifiés et mal payés. Et les bâtiments qu'ils construisent sont souvent dépourvus d'électricité et d'eau courante. Si on ajoute que des élèves de différents niveaux se retrouvent dans une

même classe, il ne faut pas s'étonner des résultats minables.»

Charles Nwaila, de l'école Iterele-Zengele, est moins sévère. «Certains fermiers, dit-il, se soucient de la qualité de l'enseignement dans leurs écoles. Mais leurs efforts sont souvent inutiles puisque la plupart des enfants de leurs employés ne peuvent poursuivre leurs études au niveau secondaire.

«Dans le passé, ajoute M. Nwaila, les écoles de fermiers avaient pour mission d'apprendre aux enfants l'anglais et l'afrikaans. Quand ceux-ci finissaient leur quatrième année, ils pouvaient commencer à travailler. Je peux dire que les mentalités de certains fermiers changent. Mais la réalité traîne de la patte.»

Les droits de propriété

L'école secondaire de M. Nwaila, qui a été ouverte grâce à des dons de l'entreprise privée, ne fait pas passer d'examen d'admission à ses élèves. Selon son directeur, ce serait les pénaliser injustement pour la piètre qualité de l'enseignement qu'ils ont reçu. Les élèves sont cependant encouragés à venir à l'école le samedi pour suivre des cours de rattrapage dans les matières où ils sont faibles. Des cours pour lesquels les enseignants ne sont pas payés.

«Je suis chanceux de pouvoir compter sur une équipe de professeurs dévoués, dit M. Nwaila. Mais j'espère que le prochain gouvernement fera également sa part. C'est la responsabilité du gouvernement d'éduquer ses citoyens.»

Le Congrès national africain de Nelson Mandela promet une éducation gratuite et obligatoire pour les 10 premières années scolaires. M. Maisa, du Rural Education Forum, se réjouit de cette promesse. Mais il se demande comment elle sera réalisée sur les grandes fermes blanches d'Afrique du Sud?

«Toute intervention du gouvernement pourrait être interprétée comme un empiétement sur les droits de propriété des fermiers, dit-il. Il n'est pas certain que le gouvernement pourra prendre le contrôle des écoles qui se trouvent sur les fermes ou en construire de nouvelles.»

Il n'est pas certain non plus, selon M. Maisa, que le gouvernement accordera au problème de l'éducation en milieu rural la priorité qu'il mérite.

«Nous sommes en compétition avec les gens des milieux urbains, explique-t-il. Ils ont les ressources et les structures pour se faire entendre des gens au pouvoir. Il serait tragique que nous continitions à être négligés.»



Ci-dessus, un groupe de zoulous armés se rend à un rassemblement de l'Inkatha. Ci-contre, des partisans de l'ANC se préparent à affronter leurs rivaux de l'Inkatha, à Soweto.



Le chef de l'Inkatha, Mangosuthu Buthe, serre la main du président de l'ANC, Nelson Mandela, sous l'oeil réjoui du président F. W. de Klerk.

Le défi de Nelson Mandela

Une fois au pouvoir, le chef de l'ANC restera-t-il à la hauteur de sa légende?

Richard Hétu, ex-journaliste permanent de La Presse et collaborateur spécial de notre journal, séjourne en Afrique du Sud depuis trois mois. Il a suivi quotidiennement le déroulement de la campagne électorale qui prendra fin mercredi prochain avec la tenue des premières élections générales libres dans ce pays. Les reportages publiés jusqu'à maintenant, ont pu être réalisés grâce à la bourse Nord-Sud octroyée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec et grâce à la contribution de La Presse.

RICHARD HÉTU
collaborateur spécial
JOHANNESBURG,
Afrique du Sud

L'histoire récente de l'Afrique est peuplée de héros nationaux qui ont mal tourné. Ils se sont hissés au pouvoir parmi les décombres du colonialisme, promettant de corriger les injustices du passé. Mais leurs régimes ont surtout servi à engendrer les maux qui sont aujourd'hui hérités, à tort ou à raison, au continent: autoritarisme, tribalisme et corruption.

En Afrique du Sud, l'expérience post-coloniale de certains pays africains a longtemps servi de prétexte au gouvernement de l'apartheid pour justifier la mainmise des Blancs sur le pouvoir politique. L'argument ne pouvait résister indéfiniment aux aspirations légitimes de la majorité noire. Mais la peur d'un dérapage demeure. Et, à l'approche des élections du 27 et 28 avril, des questions de plus en plus pointues surgissent concernant l'homme qui devrait être le prochain président du pays, Nelson Mandela.

Dans la communauté internationale, peu d'hommes politiques jouissent d'un plus grand prestige. Partout où il le leader du Congrès national africain (ANC) s'est rendu depuis sa libération, en février 1990, il a été reçu en véritable chef d'Etat. Des foules immenses se sont pressées sur son passage, des artistes de grande renommée lui ont fait la fête, des rues ont été rebaptisées en son honneur. Les héros sont rares de nos jours. Le monde s'en est donné un en Mandela.

Mais le symbole vivant de la lutte contre l'apartheid saura-t-il éviter à l'Afrique du Sud la descente aux enfers que certains pays africains ont connue après l'accession des Noirs au pouvoir?

Une autorité morale

La question peut paraître injuste. Après 46 ans d'un régime raciste et brutal, il est difficile de ne pas reconnaître aux Noirs le droit de commettre leurs propres erreurs. Mais il y a des erreurs qu'un Nelson Mandela ne peut se permettre.

L'homme continue de jouir d'une autorité morale exceptionnelle en Afrique du Sud. Ses 27 ans de prison en ont fait une figure mythique qui a galvanisé les Noirs tout le long de leur lutte contre l'apartheid. Et ce, malgré les efforts du gouvernement sud-africain pour neutraliser l'influence de sa plus célèbre victime.

Ainsi, au milieu des années 1980, le président P. W. Botha a offert à Mandela la liberté contre la promesse de ne pas s'engager dans des activités politiques pouvant mener à une autre arrestation. Sa réponse, livrée par sa fille Zindzi durant un rassemblement de militants noirs, n'est pas étrangère à la légende dont il est aujourd'hui auréolé:

«Je ne chéris pas la vie moins que vous. Mais je ne suis pas prêt à vendre les droits que j'ai acquis à ma naissance, de même que ceux du peuple, pour être libre.»

Les Noirs d'Afrique du Sud n'ont pas investi leurs espoirs et leur confiance dans une personnalité ordinaire. Le monde entier a pu s'en apercevoir des premiers jours qui ont suivi la libération de Mandela. D'une prestance digne du fils unique d'un chef de la tribu Tembu (absorbée il y a longtemps



Un jeune Blanc et un jeune Noir jouent au football ensemble en banlieue de Johannesburg.

PHOTO REUTERS

par les Xhosa), il est apparu étonnamment serein malgré ses 27 ans d'emprisonnement, étonnamment alerte malgré ses 71 ans.

La majorité noire du pays a reconnu en lui le Moïse qui devait le conduire à la Terre promise. La majorité blanche a vu en lui un homme avec lequel elle pouvait négocier. La nouvelle Afrique du Sud était en marche.

Winnie et cie

Mais le parcours de Mandela au cours des derniers mois est loin d'avoir été sans faille. Son com-

portement à l'égard de ses propres troupes et de son propre parti a soulevé les plus vives controverses.

Le chef de l'ANC a raison d'être fier de la qualité de ses principaux lieutenants, parmi lesquels on retrouve Cyril Ramaphosa, négociateur en chef de l'ANC lors des pourparlers constitutionnels, et Thabo Mbeki, porte-parole du parti en matière de politique étrangère. Mais il s'est montré d'une loyauté peu rassurante en acceptant dans son équipe des personnalités au passé douteux. Sa femme, Winnie Mandela,

nous disant casier judiciaire, nous devons l'accepter», art-il dit.

Mandela s'est montré tout aussi indulgent à l'égard de deux anciens dirigeants de l'armée militaire de l'ANC, qui auraient torturé des présumés espions pendant les années d'exil de l'organisation, selon un rapport d'enquête du parti. L'un d'entre eux, Joe Modise, risque non seulement d'être élu au Parlement mais de devenir ministre de la Défense.

Pour Mandela, le comportement de Modise et de son collègue, Mzwili Piliso, était justifié dans le contexte de la lutte contre l'apartheid. «Une guerre faisait rage et l'ennemi avait infiltré ses agents au sein de notre organisation», a-t-il déclaré.

Au-dessus de la loi?

Dans un pays où les forces de l'ordre sont accusées d'avoir contribué à la violence, dont plusieurs partisans de l'ANC ont été victimes au cours des dernières années, les justifications de Mandela ont souvent été accueillies avec bienveillance. Mais la presse sud-africaine a tendance à juger plus sévèrement le chef de l'ANC à l'approche des élections.

Les critiques ont été particulièrement acerbes à l'endroit de Mandela après la manifestation zouloue qui a fait 53 morts à Johannesburg. Plusieurs lui ont reproché d'être intervenu personnellement auprès de la direction de la police sud-africaine pour empêcher ses agents d'effectuer une enquête balistique au siège social de l'ANC. Au moins huit personnes avaient perdu la vie dans une fusillade entre les gardiens de sécurité du parti et les manifestants.

«Quel rare exploit de l'ANC», a ironisé le *Sunday Times*, un hebdomadaire de Johannesburg. «Le parti a réussi à se placer au-dessus de la loi AVANT de prendre le pouvoir. Dans la plupart des républiques de bananes, c'est le contraire qui se produit.»

Mandela a également soulevé des vagues en donnant son assentiment à la déclaration de l'état d'urgence au Natal. La mesure, qui a souvent été employée par le gouvernement de l'apartheid pour

mater les partisans de l'ANC, visait à diminuer la violence dans cette province où les partisans zoulous de l'Inkatha ont jusqu'à récemment mené une campagne contre les élections.

«S'agit-il d'un avant-goût du traitement que l'ANC imposera à ses adversaires une fois au pouvoir?» a demandé un journaliste à Mandela, lors d'une conférence de presse.

Une telle question aurait été sacrilège, il y a quatre ans.

Un début de réponse

La politique est dure pour les héros nationaux. Surtout en Afrique du Sud, où les compromis sont perçus comme autant de trahisons, où la violence sert d'arguments, où la réalité n'apparaît jamais la même pour les Blancs, pour les Noirs, pour les Afrikaners, pour les Anglais, pour les Zoulous, pour les Xhosa, pour les riches, pour les pauvres.

Il faudra un homme extraordinaire pour concilier les intérêts multiples et souvent contradictoires qui déchirent le pays. Nelson Mandela est-il cet homme? Son comportement au cours des derniers mois est un début de réponse. Mais seul l'exercice du pouvoir permettra de prendre sa véritable mesure.

En attendant, les sceptiques sont obligés de s'incliner devant les aspirations qu'il incarne et les souffrances qu'il a subies en tant que Noir. Pour le meilleur ou pour le pire, c'est Mandela qui donne désormais l'heure en Afrique du Sud, comme a pu s'en rendre compte récemment un homme d'affaires blanc de Potchefstroom, qui s'était inquiété devant lui de la présence de membres du Parti communiste parmi la liste électorale de l'ANC.

«Des maisons ont été brûlées par un gouvernement qui se disait chrétien, a répondu Mandela. Des Sud-Africains noirs ont été tués par une force policière qui se disait chrétienne. Vous, chrétiens, avez fait ces choses. Pourquoi devrions-nous vous écouter au sujet de nos camarades du Parti communiste. N'est-ce pas un signe d'égoïsme de votre part? Vous devriez avoir honte. Votre communauté a invoqué le nom de Dieu pour justifier l'apartheid.»

Quel est le prix de la justice économique?

On trouve des politiciens de tous les genres au sein du Congrès national africain (ANC): des modérés, des extrémistes, des libéraux, des communistes, des incorruptibles, des opportunistes. Ensemble, ils ont réussi à faire tomber un à un les piliers juridiques qui soutenaient l'apartheid en Afrique du Sud. C'était peut-être la partie la plus facile de leur combat.

La lutte pour éliminer les inégalités économiques risque en effet de se révéler encore plus ardue (présentement, cinq p. cent des Sud-Africains se partagent 88 p. cent des richesses du pays). Inexpérimenté et tiraillé par des influences parfois contradictoires, le parti de Nelson Mandela, qui dominera le prochain gouvernement sud-africain, devra marquer des points rapidement s'il ne veut pas gaspiller son capital de sympathie.

«Il y a une clameur au sein de la population», reconnaît Trevor Manuel, un des principaux porte-parole de l'ANC au niveau économique. «Les gens veulent savoir comment leur qualité de vie s'améliorera après les élections. Nous devons donc en arriver à un consensus autour des secteurs où nous pouvons effectuer un maximum de changements dans un minimum de temps.»

Cette préoccupation semble avoir guidé les auteurs du programme électoral de l'ANC. Des son arrivée au pouvoir, le parti promet de mettre en chantier une série de travaux publics qui créeront 2,5 millions d'emplois au cours des dix prochaines années. Le parti s'engage aussi à construire un million de maisons au cours des cinq prochaines années, à fournir de l'eau courante et des toilettes à plus d'un million de familles et à électrifier 2,5 millions de maisons.

La liste des promesses de l'ANC ne s'arrête pas là. Elle comprend également l'octroi de congés de maternité payés (pendant six mois), la création d'un pro-

gramme national de sécurité sociale et de pensions, le retour des terres acquises depuis 1913 par le déplacement forcé de la population, etc.

Qui payera la note?

Comment un gouvernement dominé par l'ANC parviendra-t-il à financer toutes ces promesses? La question n'est pas sans inquiéter les Sud-Africains blancs. Mais l'ANC se fait rassurant. Le parti promet de ne pas alourdir le déficit gouvernemental prévu pour cette année de plus de six p. cent et de maintenir au niveau actuel la charge fiscale des contribuables. L'argent viendra plutôt de l'émission de bons de reconstruction, de l'imposition de quelques nouvelles taxes (sur les produits de luxe, par exemple) et d'emprunts à l'Université du Witwatersrand, à Johannesburg, n'est pas trop impressionné. Il estime que l'ANC a une confiance exagérée dans le pouvoir de l'Etat de développer l'économie sud-africaine.

Mais Charles Simkins, professeur d'économie à l'Université du Witwatersrand, à Johannesburg, n'est pas trop impressionné. Il estime que l'ANC a une confiance exagérée dans le pouvoir de l'Etat de développer l'économie sud-africaine.

«L'ANC sous-estime le rôle des individus et du milieu des affaires dans la poursuite de ses objectifs de développement», soutient-il. Le milieu des affaires a également ses réserves. Mais il n'est pas prêt à agiter l'épouvantail du communisme comme le fait le Parti national de F. W. de Klerk depuis le début de la campagne électorale.

«L'ANC est conscient qu'il ne peut adopter un programme économique qui fera fuir les investisseurs étrangers et les Américains, le géant de l'économie sud-africaine. Dans un sens, c'est une politique d'assurance.»

L'Afrique du Sud en bref

CAPITALE: Pretoria (administrative), Le Cap (législative), Bloemfontein (judiciaire).

AUTRES VILLES IMPORTANTES: Johannesburg et Durban.

POPULATION: 38 millions (29 millions de Noirs, cinq millions de Blancs, trois millions de Métis et un million d'Asiatiques, principalement de descendants indiens).

LANGUES: afrikaans, anglais et plusieurs langues africaines, dont le zoulou et le xhosa.

INDUSTRIES: secteur secondaire très développé, production d'or et de diamants naturels, tourisme et agriculture.

LE SCRUTIN D'AVRIL: 22 millions d'électeurs choisiront, selon le système de la proportionnelle, une assemblée nationale de 400 membres et neuf assemblées provinciales. Le Parlement national comprend également un Sénat de 90 membres élus par les assemblées provinciales.



Ci-dessus, des policiers ouvrent le feu sur la foule, dans un township près de Durban. Ci-contre, des membres du mouvement de résistance afrikaner se rendent à des combats à Mmabatho. Comme on peut le voir ci-dessous, certains d'entre eux devaient y trouver la mort.





«Le vieux fédéralisme va perdre, prédit le chef réformiste. Les libéraux fédéraux ne vont nulle part et n'inspirent personne.»



PHOTOS PIERRE MCCANN, La Presse

Manning en terre québécoise

Le chef du Reform Party envisage sans acrimonie l'indépendance du Québec

CHANTAL
HÉBERT

du bureau de La Presse
OTTAWA



Seulement parmi les chefs politiques du reste du Canada, Preston Manning envisage ouvertement et sans grande acrimonie l'hypothèse de la souveraineté prochaine du Québec. Il en a parlé librement tout le long d'une visite québécoise jeudi et presque sur le ton de la pluie et du beau temps.

«Le vieux fédéralisme va perdre. En tout cas, c'est ce que j'appréhende. Les libéraux fédéraux ne vont nulle part et n'inspirent personne avec ça, a prédit presque d'emblée le chef réformiste au cours d'une rencontre éditoriale avec *La Presse*. Si la seule option est le fédéralisme à l'ancienne, le statu quo, ça ne marchera pas. Je ne pense pas que cette vision puisse concurrencer la souveraineté, en particulier auprès des jeunes.»

D'ordinaire, c'est le genre de pronostic qu'un politicien fédéraliste de passage au Québec réserve à des échanges privés ou qu'il assortit de sombres mises en garde sur l'extravagance de s'aventurer sur le sentier de la souveraineté.

Preston Manning, lui, en parle sur un ton presque chirurgical, sans la moindre émotivité et sans agressivité. Les Canadiens du reste du pays réagiraient «extrêmement négativement», prévoit-il d'un ton égal au sujet d'une victoire de l'option souverainiste, pour ajouter, plus tard, que si l'accession à la souveraineté résulte d'un exercice démocratique, il est «naïf» de s'imaginer que les partenaires canadiens du Québec lui fassent des cadeaux à la table de négociation.

Si ce détachement inhabituel fait de lui un fédéraliste qui ne croit pas que

la souveraineté du Québec soit inconcevable, il ne l'empêche pas de soutenir que si on suivait ses conseils, elle pourrait ne pas être incontournable.

Preston Trudeau...

Preston Manning se défend de vouloir sauter dans les bottines de Pierre Trudeau, mais s'il y avait un référendum sur la souveraineté au cours de la prochaine année, il serait le chantre solitaire du fédéralisme renouvelé.

Le chef réformiste est convaincu que, comme en 1980, la perspective d'une fédération grandement remaniée est encore la seule susceptible de distraire les Québécois des chants de sirène de la souveraineté.

«Je voudrais dire aux Québécois qu'il y a des gens ailleurs au Canada qui sont fatigués du fonctionnement actuel du fédéralisme et qui veulent le modifier, précise-t-il. Nous espérons simplement trouver ici des Québécois qui pensent comme nous qu'on doit modifier le système.»

Les ressemblances entre le chef réformiste et l'ancien premier ministre libéral se limitent cependant à la forme de la recette. A première vue, non seulement le «nouveau» fédéralisme de Preston Manning ne correspond-il en rien aux goûts habituels du Québec, mais il ne fait rien pour l'assaisonner à une sauce plus québécoise.

C'est le cas sur le front de la langue. Dans le scénario Manning, les provinces régneraient toutes puissantes sur la politique linguistique canadienne. Les minorités francophones hors Québec, tout comme les Anglo-Québécois, perdraient leurs droits constitutionnels absolus. L'éducation en français, par exemple, ne serait pas nécessairement disponible d'un bout à l'autre du Canada, puisqu'elle dépendrait de décisions «locales» et Ottawa ne fournirait pas de soutien financier aux minorités.

Pourtant, cela ne voudrait pas dire qu'il laisserait au Québec plus ou même autant de marge de manoeuvre

qu'actuellement. Il a déjà dit qu'un Canada réformiste réserverait au gouvernement fédéral le pouvoir d'annuler des mesures linguistiques provinciales du type des lois 101 et 178.

La vision réformiste ne fait pas de place aux revendications québécoises en matière de formation de la main-d'oeuvre. Pour Preston Manning, donner au Québec la mainmise qu'il revendique sur ce marché aurait pour effet d'isoler les travailleurs québécois.

S'il développe un marché distinct pour sa main-d'oeuvre, le Québec pourrait se retrouver à offrir trois ou quatre dollars de moins l'heure à ses travailleurs que le reste de l'Amérique du Nord, parce qu'ils seraient emprisonnés dans le cadre québécois, soutient-il.

Pour le chef réformiste, le caractère surtout anglophone du reste du Canada n'est pas ce qui réduit la mobilité des travailleurs québécois. Il suffit de les rendre davantage bilingues, prescrit-il.

Sur le front du déficit, le Parti réformiste est de l'école des remèdes de cheval. Preston Manning est convaincu qu'un budget fédéral équilibré rendrait le Canada plus attrayant pour les Québécois que le maintien de son régime actuel de programmes sociaux.

Des sympathisants souverainistes...

Quand Preston Manning est au Québec, il ne peut communiquer ses politiques-chocs aux Québécois qu'en anglais. Ses plus sympathiques interlocuteurs sont souvent souverainistes. Ceux qui sont le plus réfractaires s'identifient à la mouvance fédéraliste la plus classique.

C'était le cas, jeudi dernier, au réseau Télémedia, où l'animateur Jean Lapierre lui a fait de rares honneurs en anglais. Lorsqu'il était député du Bloc québécois, Jean Lapierre disait déjà que les réformistes pourraient être des

interlocuteurs intéressants pour un Québec souverain. Ce jour-là, Preston Manning a de nouveau mis les points sur les i, précisant qu'il est un fédéraliste, mais l'avalanche de commentaires que sa visite a suscitée tend à montrer que plusieurs souverainistes le considèrent comme un allié objectif.

Des auditeurs ont ainsi téléphoné pour dire que M. Manning correspondait au portrait honnête d'un fédéraliste canadien. Aux yeux de plusieurs de ceux qui s'affichaient comme souverainistes, il donne une version réaliste de ce qu'est le Canada, un pays qu'ils entendent quitter.

A l'inverse, une auditrice fédéraliste indignée a déclaré qu'elle croyait au bilinguisme et qu'elle jugeait le discours réformiste nuisible pour l'unité canadienne.

Et, dans une lettre lue en ondes, Alliance Québec a vertement dénoncé l'approche linguistique du Parti réformiste et accusé Preston Manning de s'attaquer à un des fondements du Canada. Cette critique a été une des réactions les plus virulentes qu'il ait provoquées ce jour-là.

Le chef réformiste ne cache pas qu'il ne courtise pas la clientèle anglophone au Québec. «Les Anglo-Québécois cherchent un équivalent fédéral du Parti égalité. Nous voulons rejoindre les francophones. Nos chances de les rejoindre seraient grandement diminuées si nous prenions un tel créneau, explique-t-il. Notre succès dépend de notre capacité de trouver des gens qui partagent notre vision et qui la relaient aux autres Québécois.»

Un missionnaire en terre étrangère...

Loin des troupes disparates qu'il mène tant bien que mal aux Communes depuis le 17 janvier, le chef réformiste retrouve le vernis qui en fait une des curiosités de la politique fédérale ces dernières années.

Aux Communes, les 52 réformistes donnent souvent l'impression de tirer dans toutes les directions pendant que leur chef regarde ailleurs. Lorsqu'il prend le bâton du pèlerin au Québec, Preston Manning projette davantage l'image d'un chef qui a de l'aplomb. Il prêche, mais ne plaide pas.

Tout en reconnaissant que le Bloc québécois a fait une plus grande impression que sa formation depuis la rentrée parlementaire, il ne s'en inquiète pas outre-mesure. «Le Bloc doit tirer avec tous ses canons pendant les six premiers mois. Nous sommes là pour durer», affirme-t-il en ajoutant: «Nous avons défait certains des acteurs les plus flamboyants du Parlement précédent.»

Jeudi au Québec, Preston Manning a surtout tenté de démolir quelques clichés au sujet de sa formation. Il voulait montrer aux médias du reste du Canada qu'il pouvait s'aventurer au Québec sans provoquer trop de flammèches et indiquer aux Québécois qu'il n'est pas un mange-francophones.

S'il s'est rendu compte en cours de route que ses idées sont largement déconnectées de la réalité québécoise, il n'en a rien montré. Face aux importantes divergences de vues qui le séparent des grands courants québécois, il insiste, avec la foi d'un missionnaire, sur la justesse de ses convictions. Pour autant, le sentiment de ne pas être un joueur déterminant au Québec ne semble aucunement l'angoisser.

Preston Manning a le discours de quelqu'un qui ne souhaite pas le départ du Québec, mais il insiste surtout pour montrer qu'il ne marchera pas sur les traces des apôtres canadiens habituels du fédéralisme.

A le voir décrire un Canada auquel il est convaincu que le Québec s'ajusterait par la force des choses, on a davantage l'impression d'entendre un des porte-parole naturels de ce qui resterait du Canada au lendemain d'un vote pour la souveraineté que la future coqueluche politique des Québécois.



«Les Anglo-Québécois cherchent un équivalent fédéral du Parti égalité. Mais nous, nous voulons rejoindre les francophones.»



Le chef réformiste serre la main de l'éditeur adjoint Claude Masson, lors de son passage à *La Presse*, cette semaine. A l'arrière-plan, on peut voir l'éditorialiste en chef Alain Dubuc.



«Le Bloc doit tirer avec tous ses canons pendant les six premiers mois. Nous, nous sommes là pour durer.»

GÉRALD LEBLANC

Fils de gouverneur général, officier de marine, docteur en philosophie et professeur d'université, Jean Vanier a choisi de tout quitter pour vivre avec les handicapés intellectuels.

Il avait 35 ans lorsqu'il décida, en 1964, de vivre avec Philippe et Raphaële, deux déficients rescapés d'un centre psychiatrique, dans le petit village de Trosly, à 90 kilomètres au nord de Paris. De ce premier foyer, nommé L'Arche, a jailli un réseau d'une centaine de communautés dans une trentaine de pays à travers le monde, du Honduras à l'Inde.

Ces foyers, où handicapés et assistants vivent comme une famille, reposent sur la conviction que les déficients mentaux ont un rôle irremplaçable, celui de ramener les valeurs du cœur évacuées de la culture contemporaine. La faim d'amour et le cri du cœur des handicapés sont prophétiques pour le monde moderne, selon le père fondateur de L'Arche.

Homme de foi et d'Évangile, Jean Vanier continue de vivre avec ses frères handicapés à Trosly, quand il ne parcourt pas le monde en prêchant des retraites à ses disciples de L'Arche. Arrivant de Pologne et de Chicago, il était cette semaine à Montréal pour prêcher et donner des conférences, surtout pour lancer la Fondation des Arches du Québec, qui compte sept foyers de ce grand réseau international d'entraide.

C'est au couvent des sœurs Notre-Dame, à Westmount, que Jean Vanier, un grand homme de 6 pieds 6 pouces aux mains et au regard de paysan, a répondu à nos questions sur son singulier cheminement personnel, sur la Bosnie et le Rwanda, sur sa vision des déficients mentaux, sur la compétition et l'individualisme, sur le monde où entrent les enfants de notre fin de siècle. Il s'agit de notre 17e interview avec les penseurs du Québec.

* * *

La Presse — Un père francophone, Georges Vanier, et une mère anglophone, Pauline Archer, de Montréal. Des études en Europe, une carrière universitaire à Toronto, un pied-à-terre en France et des voyages à travers le monde. Ça donne quoi comme identité?

Jean Vanier — Vous oubliez que ma grand-mère paternelle était une Maloney tandis que ma grand-mère maternelle était une basque française. Ce milieu familial ouvert sur plusieurs cultures et plusieurs religions tient loin des extrémistes — il y en a des deux côtés — et permet de s'adapter plus vite quand on se retrouve en Inde ou en Amérique latine. Je n'ai jamais été gêné de mes origines mélangées. Je suis canadien comme l'indique mon passeport. Si le Québec devient libre, ça ne me gênera pas d'être québécois, mais en sachant qu'il faudra continuer de vivre ensemble et d'échanger avec le reste de l'Amérique du Nord.

Né à Genève, élevé dans un milieu diplomatique, vous décidez à l'âge de 13 ans d'entrer dans la marine anglaise. Comment expliquer ce geste peu banal?

On ne sait pas exactement pourquoi on fait les choses, surtout à l'adolescence. Il faut dire que nous venions de vivre la guerre en France et qu'on s'était échappé par bateaux. Mon père avait lui-même vécu trois ans dans les tranchées en 14-18 et y avait laissé une jambe. Fait assez rare, il s'était engagé de nouveau en 39-45 et était devenu officier. Il avait l'habitude de dire que la jambe de bois était moins importante que la tête du soldat. C'est un peu tout cela qui m'a amené à l'école navale de Dartmouth, en Angleterre, et ensuite sur les vaisseaux de la marine canadienne.

Que gardez-vous de ces huit années dans la marine?

La discipline, la force physique qui permet de porter et de supporter beaucoup. Quand je regarde nos jeunes qui ne savent pas ce qu'ils veulent, je trouve souvent qu'ils ont le corps mou. Il faut de la discipline pour réussir quelque chose. Quand je regarde les soldats, en Bosnie par exemple, je suis étonné de leur capacité de supporter le stress, sans bouger et sans flancher.

Qu'éveille chez vous ce terrible drame de l'ancienne Yougoslavie?

On vit dans un monde qui se fragmente et on ne sait quoi faire. En Bosnie, personne ne semble savoir ce qu'on pourrait ou devrait faire. L'aspect chaotique de notre monde est frappant. J'étais en Ouganda en décembre et c'était la même chose. On a l'impression que les problèmes sont trop grands pour l'esprit humain, même assisté par l'ordinateur. Ne sachant plus et ne trouvant plus de points de repère, on se tourne vers le conservatisme et l'intégrisme. Ce n'est pourtant pas dans cette direction qu'on fera face à l'interpénétration des cultures et au pluralisme. Aujourd'hui, le seul repère clair, c'est qu'il faut gagner de l'argent, le plus et le plus vite possible, et monter en grade. En même temps, nous sommes surinformés — le guide hebdomadaire des émissions de télé américaines est devenu un énorme bouquin — sans capacité d'intégrer cette masse d'informations.

Au Rwanda ou en Bosnie, en Somalie ou en Haïti, n'assistons-nous pas à un retour à la barbarie?

L'homme est capable de torturer les autres et la barbarie continue, la même que celle des camps de concentration en Allemagne et de l'élimination des Indiens en Amérique. On parle de purification ethnique en Bosnie, mais on a fait la même chose avec les Indiens et d'une certaine manière on fait la même chose en éliminant les handicapés et les vieillards de nos sociétés. On supprime ce qui est différent, ceux qui

dérangent notre tranquillité et notre facilité.

Entre la marine et la vie avec les handicapés, sur lesquels nous reviendrons, il y a eu l'aventure universitaire. Que gardez-vous de ces années de contact avec la philosophie?

J'ai fait mon doctorat sur Aristote, dont je garde deux grands principes: le contact avec la réalité et l'ordre dans les idées. Ce grand philosophe grec a eu le génie de rester en contact avec la réalité, avec toute la réalité humaine. Et il estimait important de faire la dif-

À L'ÉCOUTE DES PENSEURS

L'homme qui a choisi de vivre auprès des déficients



«L'Arche est un paradoxe qui nous fait découvrir quelque chose d'insolite et de choquant: celui que la société voit comme un raté, un poids et un dérangement, nous le voyons comme une source de vie et de lumière qui nous conduit vers l'essentiel.»

— Jean Vanier

férence entre l'important et l'accessoire, entre la vérité et l'illusion. Pour lui, la vérité c'était la conformité de l'intelligence avec la réalité. Notre monde moderne, où tout est toléré comme ayant égale valeur, nie les deux grands principes d'Aristote, surtout le deuxième. On place les choses côte à côte en refusant de porter un jugement sur leur importance, sur leur vérité. Les médias n'aident pas à sortir de cette impasse. Je me souviens d'une longue entrevue sur la pauvreté, à la télévision de Toronto. Toutes les huit minutes, il fallait arrêter pour la réclame

publicitaire sur les plus chics hôtels et les plus belles voitures, exactement le contraire de ce qu'on disait dans l'entrevue. Ces deux messages contradictoires étaient placés sur le même pied, sans jugement et sans évaluation. Aristote n'aurait certes pas aimé cette manière de faire.

En 1964, à l'âge de 35 ans, vous prenez un autre grand virage. Qu'est-ce qui vous a poussé à vivre avec des handicapés intellectuels, à fonder le mouvement de L'Arche? Pourquoi ne pas avoir rejoint un ordre reli-

gieux comme le père Thomas Philippe, le dominicain qui vous a initié à l'univers des handicapés?

J'avais quitté la marine pour vivre l'Évangile, pour vivre avec les plus pauvres. C'était une logique de suivre la voie du père Philippe, mon père spirituel, mais je n'ai jamais été très logique. Il y a sans doute une partie de moi qui refuse de suivre la voie commune, qui cherche à forger son propre chemin. Ce n'était pas la meilleure manière de lancer L'Arche, car je ne connaissais rien aux handicapés intellectuels. Par contre, il y a un avantage à partir de rien: on est ouvert, on cherche, on chemine, on évolue. C'est encore la force de L'Arche, où il y avait des choses que l'on avait pas prévues, par exemple le fait que certains foyers sont maintenant dirigés par des gens de religion hindoue. Ça oblige à rechercher les principes d'unité, à scruter ce qui nous divise et ce qui nous rassemble. C'est la réalité qui nous guide dans cette démarche.

On trouve exaltée, voire un peu folle, votre vision du déficient mental comme un être prophétique, capable de révéler mieux que tout autre les valeurs les plus profondes, et les plus oubliées, de l'humanité?

C'est pourtant vrai mais difficile à saisir dans une société où tout est vu sous l'angle de la compétition, c'est-à-dire de la force, de la compétence, de la fonction et du salaire. Dans cette culture la lutte se fait pour gagner le pouvoir et être reconnu; il n'y a plus de place pour la fidélité, la solidarité et la communion avec les autres. Il devient alors impossible de comprendre comment une personne plus faible puisse aider une personne plus forte. Il faut alors se demander ce qu'est l'humain. Est-ce une personne seule qui lutte pour avoir plus ou n'est-ce pas plutôt une sorte de ciment qui unit les personnes ensemble pour que chacun puisse être lui-même sans avoir peur. Et le handicapé intellectuel remet à l'honneur le ciment humain, c'est-à-dire les valeurs de fidélité, de communion, de reconnaissance et de confiance mutuelles.

Vous parlez même d'un rôle irremplaçable des handicapés mentaux, dont vous chantez la beauté et la richesse!

Ils nous apprennent un mode de fonctionnement par le cœur plutôt que par la tête, par la relation plus que par le pouvoir, par la compassion plus que par l'efficacité, par l'être plus que par le faire. L'amitié avec les personnes handicapées nous met en contact avec une faim qui ne peut être rassasiée par des acquisitions matérielles, par le prestige et par la gloire. C'est là que réside leur richesse et leur valeur irremplaçables. L'Arche est un paradoxe qui nous fait découvrir quelque chose d'insolite et de choquant: celui ou celle que la société voit comme un raté, un poids et un dérangement, nous le voyons comme une source de vie et de lumière qui nous conduit vers l'essentiel.

Comment les handicapés vous ont-ils remis en contact avec le «ciment humain»?

C'est bien simple. Que veulent ces personnes handicapées? De l'argent? Non! Monter en grade? Non! Elles veulent des amis et de la chaleur, du ciment les reliant aux autres. C'est très simple et très fondamental. Une sorte de cri primal, un appel pur pour les valeurs de ciment. Un théologien allemand a dit: «Une société qui n'accueille pas ses handicapés est une société handicapée.» Une société désaxée par la compétition, une société qui nie une dimension fondamentale de la vie humaine. Autrefois, les traditions de la famille et du village encadraient la vie de la majorité des gens, mais aujourd'hui, tout est réduit à la compétition. Pendant qu'un petit nombre y gagne, la grande majorité y perd. Les perdants, c'est le Sud devant le Nord, mais aussi les chômeurs du Québec, les vieillards et les handicapés qu'on enferme dans de grosses boîtes.

N'êtes-vous pas en train de glorifier d'anciennes structures oppressives pour la majorité des gens?

Je ne glorifie pas le passé, mais je fais appel à l'équilibre. Il faut de l'ambition et des compétences, mais pas pour rester seul avec son petit groupe d'amis. Il faut de l'excellence, oui, mais pour aider à créer des réseaux humains de solidarité avec les handicapés, les vieillards, les pauvres, les sidéens. Le cri du cœur des handicapés nous force à réapprendre le langage du cœur et à récupérer une facette fondamentale de la réalité. C'est pourquoi je dis que les handicapés nous apprennent des choses que nous avons oubliées.

Les enfants d'aujourd'hui entrent-ils dans un monde plus accueillant et plus stimulant que celui dans lequel vous avez fait irruption à Genève, en 1928?

Était-il accueillant le monde de mon enfance qui préparait la guerre de 39 et les camps de concentration? Il est difficile de dire si les sociétés font des progrès, deviennent plus humaines. C'est toujours la règle du pendule qui entraîne des déséquilibres. Il y a des choses qui vont bien dans le monde, l'avènement des droits de la personne et la fin de l'apartheid, mais aussi des choses qui vont mal, la perte de lieux d'appartenance et de solidarité. Demain, il pourrait y avoir une grande crise économique, une pénurie de pétrole et d'électricité... on reviendrait à la lampe à l'huile et on se coucherait plus tôt. L'humanité n'arrêterait pas, elle continuerait à avancer à travers les crises, comme celle de la Guerre de 39-45 ou celle de l'arrivée des Européens en Amérique. Trois siècles plus tard, les Indiens d'Amérique se révoltent et cherchent à retrouver leur fierté. Où est le progrès? Chez les personnes, on voit parfois du progrès dans la marche vers la sagesse, mais dans les sociétés c'est moins évident.



NIXON AU FIL DES ANNÉES

- 9 janv. 1913: il naît à Yorba Linda, Calif., fils de Francis et Hannah Nixon.
- 21 juil. 1940: épouse Thelma «Pat» Ryan.
- 1942-45: sert dans la marine pendant la Deuxième Guerre mondiale.
- 1946: élu à la Chambre des Représentants.

- 1950: élu au Sénat.
- 1952: élu vice-président, colistier de Dwight D. Eisenhower.
- 1956: réélu vice-président.
- 1960: perd de justesse la présidence au profit de John F. Kennedy.
- 1968: élu président.
- 21 janvier 1969: assermenté comme 37^e président des États-Unis.
- Février 1972: effectue un premier voyage historique en Chine communiste.
- Mai 1972: sommet avec le leader soviétique Léonid Brejnev à Moscou.
- 17 juin 1972: cambriolage du siège du Parti démocrate dans les bâtiments du Watergate.
- Novembre 1972: réélu président.
- 24 juillet 1974: la Cour suprême oblige Nixon à remettre les enregistrements secrets de la Maison-Blanche.
- 9 août 1974: contraint de démissionner à la suite du scandale du Watergate.
- 8 septembre 1974: obtient un pardon inconditionnel de son successeur Gerald Ford.
- 22 juin 1993: Décès de Pat Nixon, d'un cancer du poumon.
- 18 avril 1994: Nixon subit une attaque.
- 21 avril 1994: Nixon tombe dans un coma profond.

AP-PC

L'ex-président américain Richard Nixon est mort

Reuter
NEW YORK

■ L'ancien président américain Richard Nixon est décédé à l'âge de 81 ans des suites d'une attaque cérébrale, a annoncé hier soir l'hôpital Cornell de New York où il avait été admis lundi.

Le président Bill Clinton a déclaré une journée de deuil national à la mémoire du 37^e président des États-Unis.

Dans une allocution à la presse convoquée dans le Jardin des Roses de la Maison-Blanche, il a présenté ses condoléances à la famille Nixon.

«La tristesse et les pensées les meilleures du peuple américain vont au président Nixon et à sa famille», a dit Bill Clinton.

«Il s'est consacré à sa charge avec intelligence et dévouement. Son pays lui doit une dette de gratitude», a-t-il ajouté. «Il était un homme d'État qui a cherché à construire une structure durable de paix».

Nixon, l'une des personnalités américaines les plus controversées de l'après-guerre, s'est éteint à 21 h 08, a précisé l'hôpital.

Ses filles, Tricia Nixon Cox et Julie Nixon Eisenhower, se trouvaient à son chevet.

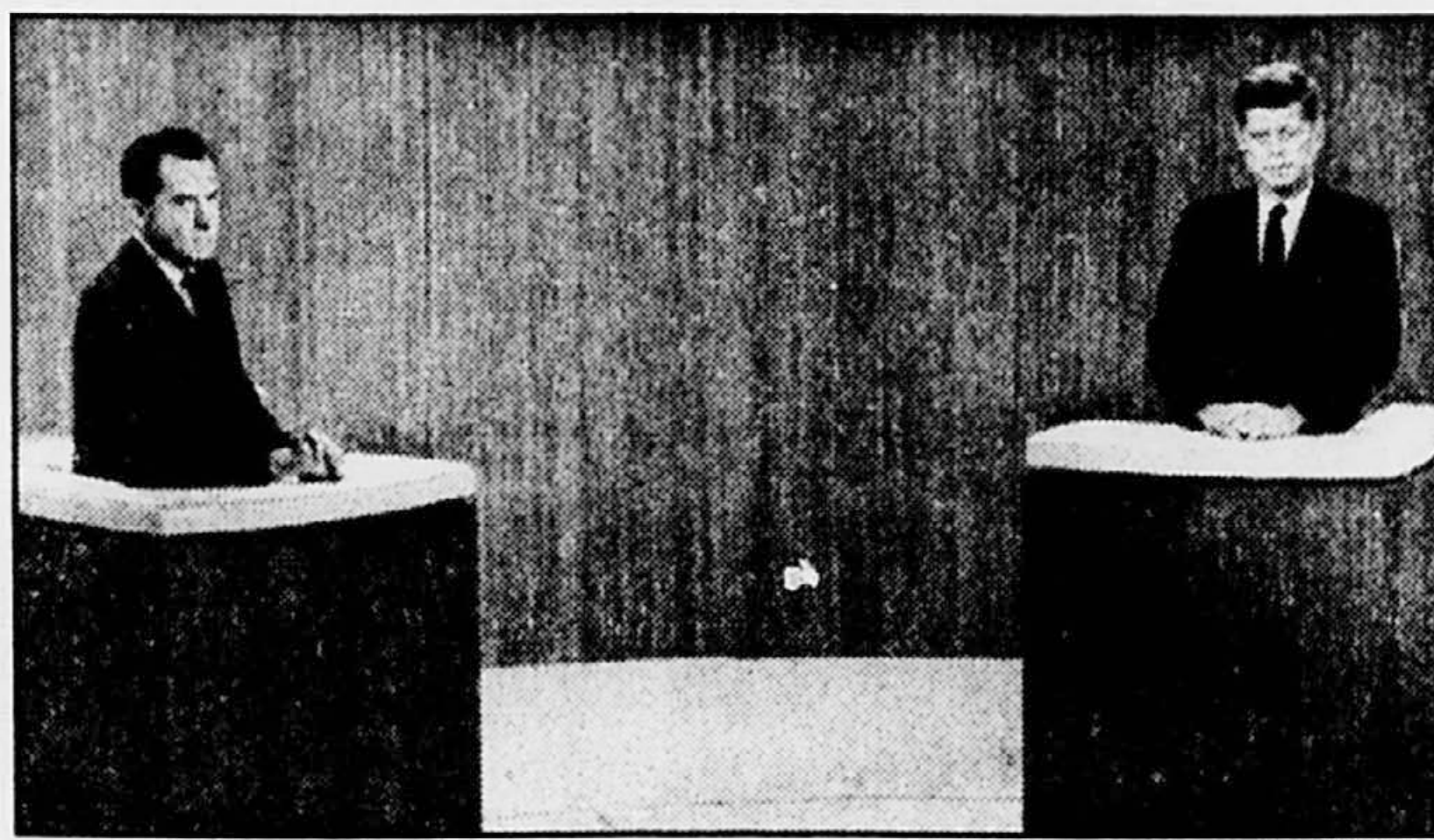


PHOTO AP
Débat télévisé lors de la campagne à la présidence de 1960. Le Démocrate John Kennedy l'avait emporté sur Richard Nixon.

Son épouse, Pat, était décédée en juin dernier d'un cancer.

L'attaque dont Richard Nixon avait été victime lundi en fin d'après-midi à son domicile new-yorkais de Park Bridge l'avait privé de l'usage de la parole et l'avait laissé partiellement paralysé du côté droit.

Atteint d'un œdème au cerveau, l'ancien président avait sombré jeudi dans un coma profond. Une garde d'honneur des Marines veillait depuis à l'hôpital Cornell.

Richard Nixon, un Républicain, a été président du 20 janvier 1969 au 9 août 1974.

L'homme de la détente avec l'Est et qui a mis fin à la guerre du Vietnam, est le seul chef d'État américain à avoir démissionné en cours de mandat, à la suite du scandale du Watergate.

Né le 9 janvier 1913 en Californie dans une famille de Quakers très pauvre, Nixon a travaillé dès l'âge de 10 ans mais a pu faire des études universitaires en droit.

Il est entré en politique en 1946 après la Seconde Guerre mondiale et s'est fait un nom comme chantre du McCarthysme au Congrès dans les années 1950.

Vice-président du général Dwight Eisenhower pendant huit

ans, Richard Nixon a dû attendre 1969 pour accéder à la magistrature suprême.

Il lui a fallu quatre ans pour conclure le cessez-le-feu signé à Paris le 27 janvier 1973 et mettre fin à l'intervention américaine au Vietnam. Il avait entretemps ré-élu à une forte majorité à la faveur de deux «coups» diplomatiques, la reprise des relations avec Pékin et Moscou qui amorça la détente.

Nixon a été en février 1972 le premier président américain en exercice à se rendre en Chine communiste.

En mai suivant, il se rendait à Moscou. Mais l'affaire du Watergate, à partir de la mi-1973, devait précipiter sa retraite politique.

Le 9 août 1974, menacé de destitution par la Chambre des représentants, Nixon démissionne. La Maison-Blanche minimise l'affaire qu'elle qualifie de cambriolage mineur effectué sans l'aval de personne.

Mais au cours des deux années suivantes, les enquêtes menées par un juge et par la presse, puis par le Congrès font apparaître l'existence de fonds destinés à acheter le silence des cambrioleurs, d'enregistrements «d'ennemis de la Maison-Blanche», et d'autres procédés peu loyaux utilisés pendant la campagne électorale.

Le fil de l'enquête permet de remonter jusqu'à des collaborateurs de la Maison-Blanche puis jusqu'au Bureau Oval.

ENCAN PUBLIC
TAPIS DE PERSE ET D'ORIENT

Wemek
Wemek encanteurs et liquidateurs enr.
a été mandaté pour cet encan:

L'une des plus belles collections de tapis. Nain, Kashan, Ispahan, Saroug, Qum, Bakhtiry, L. Kerman, Hamadan, Heriz, Herekeh, chinois, Tebat, indiens, pakistanais, turcs, laine et soie anciens, semi-anciens, etc.

LES TAPIS SERONT VENDUS AUX ENCHÈRES UN À UN
L'ENCAN SE DÉROULERA

ENCAN À DÉCOR DÉCARIE 6900
boul. Décarie (angle Vézina)

DIMANCHE
24 AVRIL 1994 À 14 H
INSPECTION À COMPTER DE 12 H

TOUS LES TAPIS DEVRONT ÊTRE VENDUS!
PAS DE FRAIS DE 10% — PAS DE TPS!

Dan Howard's
MATERNITE
"factory outlet"

Solde de la Fête des Mères

*Célébrez cette grossesse...
Économisez 30% à 50% sur
une magnifique sélection de
vêtements de maternité,
jusqu'au 29 avril.*

*Offre spéciale de la Fête des Mères:
jeans en denim extensible 100% coton,
seulement 36 \$.*

LAVAL 973-2772 2600, boul. Daniel-Johnson
POINTE-CLAIRE 695-4144, Complexe Pointe-Clare
6521, aut. Transcanadienne, pièce 133
lundi, mardi, mercredi 10 h - 18 h
jeudi et vendredi 10 h - 21 h, samedi 9 h 30 - 17 h
BELLS CORNERS, OTTAWA 613-596-1912, Barron's Plaza
3710 Richmond Road, 2 km à l'ouest de Bayshore
à côté du Barron's Motor Inn
lundi, mardi, mercredi, vendredi, samedi 10 h - 18 h
jeudi 10 h - 21 h, dimanche 12 h - 17 h

Non valable pour les articles en solde, la lingerie, les crédits du magasin et les articles déjà achetés. Ne peut être combiné à aucun autre rabais.

À L'ATTENTION DES PROPRIÉTAIRES DE TERRAINS!

Le Sierra, l'un des très beaux nouveaux modèles de Viceroy pour 1994

VOICI LA 30^e VENTE ANNUELLE VICEROY «PREMIERS ARRIVÉS, PREMIERS SERVIS»!

La fameuse vente annuelle Viceroy «Premiers arrivés, premiers servis» constitue pour vous la meilleure occasion de l'année d'acheter votre maison de rêve à très bon prix. Vous pouvez économiser jusqu'à 10 000 \$ au comptant si vous agissez dès maintenant. Appelez-nous ou rendez-nous visite dès aujourd'hui!

BONNES NOUVELLES
Les nouveaux modèles sensationnels de Viceroy sont maintenant ici pour 94. Venez les voir dès aujourd'hui. Vous les aimerez!

Viceroy
LES PLUS BELLES MAISONS.
Maisons-témoins

395, YVON-BERGER
STE-ROSE, LAVAL
H7L 2B9
Tél.: 622-3185

Veuillez m'envoyer votre catalogue de 152 pages et vos nouveaux modèles de 1994 (12 \$ plus 3 \$ d'affranchissement) avec mon video GRATUIT.

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE / CODE _____ TÉLÉPHONE _____
EMPLACEMENT DU TERRAIN _____



Juillet 1952, Nixon, colistier de Dwight Eisenhower, accède à la vice-présidence des États-Unis.

ALCOOL DROGUE

SI C'EST UN PROBLÈME DANS TA VIE, JE SUIS PRÊT À T'AIDER.
PAUL AQUIN
ET SON PERSONNEL
(514) 229-3426
TÉLÉCOPIEUR
229-7882

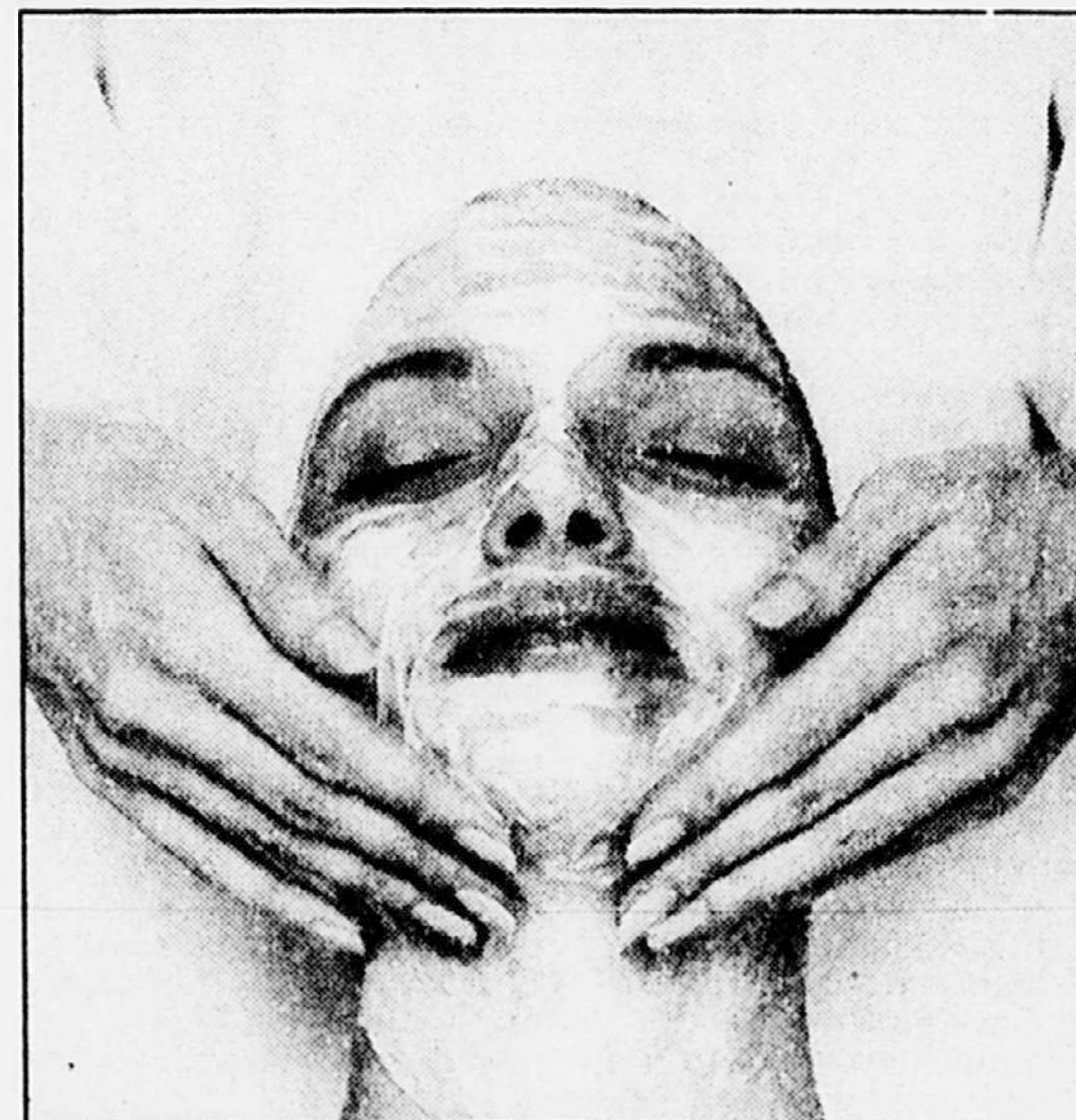
PAVILLON GRAND ÉLAN
4171, RUE ROLLAND, C.P. 119 MONT-ROLLAND (QUÉBEC) J0R 1G0
IL Y A UN SEUL ET UNIQUE PAVILLON GRAND ÉLAN À MONT-ROLLAND.



Adrien Arpel

Un soin à l'européenne pour nettoyer en profondeur la peau du visage, un maquillage discret, trois produits à emporter - un démaquillant, un hydratant et une crème de nuit - et un petit sac de voyage garni de pochettes pratiques.

Le tout pour seulement 45 \$!



Téléphonez-nous dès aujourd'hui pour prendre rendez-vous.

Rue Sainte-Catherine Ouest : 281-4781 Centre Rockland : 739-5521, poste 259
Mail Champlain : 466-3220, poste 215 Fairview Pointe-Clare : 697-4870, poste 225
Galeries d'Anjou : 353-3300, poste 3312 Carrefour Laval : 687-1540, poste 3210
Promenades Saint-Bruno : 653-4455, poste 2243

Si vous le désirez, vous pouvez réserver votre place en portant les frais à votre compte.

Offre en vigueur jusqu'au samedi 30 avril 1994.

Le nombre de places est limité.

Produits de beauté, rayon 240.



LA BAIE

JOLIMENT AVANTAGEUX!

Compagnie de la Baie d'Hudson